

De nouveau
la guerre froide ?

par Victor LAROCK

PAIX et LIBERTE : dans ces deux termes se résume l'appel que l'Internationale adressait à tous les démocrates du monde, le 21 août, à l'annonce des interventions militaires en Tchécoslovaquie.

Le coup de force était stigmatisé ; la confusion du communisme et du socialisme dénoncée comme une imposture ; la solidarité socialiste avec la résistance populaire unanimement réaffirmée.

Vingt-cinq jours plus tard, il apparaît à l'évidence :

— Que la politique de grande puissance et ses impératifs stratégiques l'ont emporté à Moscou sur toute autre considération ;

— Que les dirigeants soviétiques ont ainsi fourni à l'impérialisme réactionnaire l'occasion d'une éclatante revanche devant l'opinion internationale ;

— Qu'ils ont commis la faute insigne de raviver l'opposition à toute détente et les tendances à la guerre froide.

L'impérialisme réactionnaire...

N'est-il pas édifiant de voir avec quelle vigueur les partisans les plus tenaces des solutions de force dans la guerre du Vietnam font valoir, en Europe centrale, « le droit sacré des peuples à disposer d'eux-mêmes » ?

N'est-il pas significatif de constater que la liberté de la presse et les droits individuels en Tchécoslovaquie n'ont pas de champions plus ardents que ceux qui s'occupent du plus volontiers, en Espagne, au Portugal et en Grèce du parfait mépris de cette liberté et de ces droits ?

Et que dans tout le continent sud-américain est en proie, au témoignage même de ses hommes d'Eglise, à une exploitation sans merci des masses par une petite minorité, est-il possible de prendre au sérieux l'indignation qui fait s'insurger la droite occidentale devant les dénis de justice infligés à ces hommes de cœur, « communistes authentiques », qui s'appellent Svoboda, Dubcek et Cernick ?

Ceux-ci, à un aucun moment, n'ont donné des gages à un néo-capitalisme quelconque. Leur objectif a toujours été d'instaurer dans leur pays un « socialisme démocratique ». Ils l'ont encore proclamé il y a trois jours.

Quand leur foi socialiste sera célébrée aussi vivement que leur attitude envers les Brejnev et les Ulbricht, nous croirons à la sincérité de ceux qui les louent.

Cela n'arrivera jamais, et il serait naïf de s'en étonner.

Infiniment plus grave est le retour à la guerre froide — retour à pas feutrés, retour ca-mouffé, mais déjà trop certain — auquel nous assistons.

En Allemagne, la politique de détente pratiquée par Willy Brandt depuis vingt mois dresse contre elle tout le faisceau des forces nationalistes et conservatrices. Voici que M. Kiesinger et de l'OTAN un accroissement des forces militaires. La République fédérale ne signera pas le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. On voit venir le

moment où l'interdiction qui lui est faite de disposer de ces armes sera remise en question.

En Amérique, l'état d'esprit actuel se traduit assez bien dans cette formule qu'employait tout récemment A. Goldberg, ex-délégué des Etats-Unis aux Nations unies : « Ne soyons pas plus allemands que les Allemands !... ». C'est-à-dire : Ne nous laissons pas entraîner par les revanchards à la politique de force qu'ils souhaitent. Il n'est hélas pas certain que le Pentagone, ni MM. Nixon et Humphrey, ni MM. parison en compétition entendront ce langage.

Le choix est clair : guerre froide ou révision contractuelle de la coexistence.

La guerre froide, c'est l'équilibre de la terreur, l'affrontement permanent, pouvant à tout moment se changer en conflagration.

C'est une nouvelle course aux armements, ruineuse et catastrophique ; le risque continu d'accrochage et de conflit tout le long du rideau de fer ; la mise en suspens des échanges économiques et culturels.

C'est, bien entendu, un formidable encouragement à la consolidation du pacte de Varsovie et l'abandon des peuples de l'Est à leur sort, sauf à recourir à leur libération par les armes si l'occasion s'en présente.

La guerre froide, à longueur de temps, ne peut mener qu'à la guerre.

A l'inverse de cette politique, dictée par la peur et une stratégie aveugle, une révision contractuelle de la coexistence, réaliste avant tout, ne fait dépendre la sécurité, à l'Ouest et à l'Est, ni d'un rapport des forces, toujours invérifiable, ni d'engagements de principe, dont on peut de voir combien ils pèsent peu devant la raison d'Etat.

Une sécurité durable en Europe ne peut résulter que d'une série d'accords contrôlés sur la prévention des attaques par surprise, sur la limitation des armements, sur la conversion extensive des engins nucléaires en énergie utile.

Il ne s'agit pas — bien au contraire ! — d'un relâchement de vigilance. Ce serait même une raison de ne plus parler de « détente », l'expression étant devenue équivoque. Plus que jamais c'est une politique entreprenante de sécurité mutuelle dûment contrôlée qui s'impose à l'égard des Soviétiques et de leurs vassaux, à la fois dans l'intérêt de la paix et de l'esprit de liberté.

Bloc contre bloc ? Repli sur soi en attendant « le moment d'en finir » ?

Ou volonté tranquillement affirmée de reprendre l'initiative des contacts et des échanges ?

Autrement dit : la guerre froide ou la paix volontaire ; la menace ou la main tendue vers les populations sous tutelle ?

Sans rien oublier des leçons de Prague, qui peut douter que la seconde méthode soit de loin préférable ?

Gran victoria socialista
en Suecia

Espléndida victoria de los socialistas suecos, ha sido la obtenida en las elecciones del 15 de septiembre. Y cabe valorarla más porque los agoreros de la reacción de todas partes, y muy especialmente los franquistas, habían anunciado el fin de la experiencia socialista en Suecia y el declive del socialismo democrático en Europa. Que sigan, que sigan con esos vaticinios cuyo resultado es todo lo contrario. De nada ha servido la coalición de los tres partidos burgueses y los enormes recursos económicos de que hicieron gala en la campaña electoral. De otro lado, los comunistas han sido los grandes derrotados, siendo su porcentaje de pérdida de votos el más elevado. La ocupación soviética de Checoslovaquia ha jugado indudablemente en su contra, como es natural, pero hay que tener en cuenta que el Partido comunista sueco era de los menos sumisos a Moscú y el que más severamente condenó la felonía de la U.R.S.S. a Checoslovaquia. Ni eso le ha valido

El Partido Socialdemócrata ha pasado de 113 escaños a 125, o sea una ganancia de 12, lo que le permite tener la mayoría absoluta en la Cámara de diputados ; de 1.947.406 votos en 1964, han pasado a 2.358.063, lo que representa el 50,9 por ciento de los sufragios, que constituye el más elevado porcentaje alcanzado por los socialdemócratas suecos. En la Cámara Alta, de representación indirecta, los socialdemócratas tenían ya la mayoría absoluta.

El Partido del centro (ex Agrario), obtiene 39 escaños, ganando cuatro y pasando de 548.676 votos a 764.980.

Liberales, 33 escaños, pierden 10 y pasan de 678.169 votos a 682.400.

Conservadores, 32 escaños pierden uno y pasan de 533.592 votos a 646.063.

Comunistas, tres escaños, pierden cinco y pasan de 218.044 votos a 140.347.

Diversos (derecha), un escaño

y pasan de 71.675 votos a 103.944.

En esta ocasión habían 625.000 votantes más que en 1964, jóvenes que han llegado a la edad electoral. Para muchos, esta juventud era la gran incógnita de las elecciones. Los resultados demuestran que la gran mayoría ha votado socialista.

Los socialdemócratas están en



TAGE ERLANDER
Primer ministro de Suecia

el poder desde 1932 —salvo tres meses en 1936—, que lo han compartido a veces con los agrarios. Ya se ve que un período tan largo no los ha desgastado. Al contrario, han aumentado su fuerza. La obra realizada por los socialistas de Suecia, con la colaboración de la L. O. —organización

sindical— es inmensa. Actualmente se habla de Suecia conforme a imágenes estereotipadas. Se habla de la prudencia de Suecia, donde las luchas sociales son prácticamente inexistentes, y hay quienes describen las relaciones entre obreros y patronos dándoles un cariz idílico. Los obreros están todos agrupados libremente en su organización sindical —tiene el mayor porcentaje de sindicación del mundo— y los patronos están en la suya. Estas dos organizaciones establecen contratos entre ellas, que son respetados al pie de la letra. Aproximadamente un tercio de los afiliados a la L.O. pertenece al Partido. En estos casos, la cuota sindical, aumentada, comprende la cuota del Partido. La adhesión al Partido es decidida por el sindicato local. Los sindicalistas que no aprueban una adhesión de este género son libres de conservar su independencia, es decir, de permanecer fuera del Partido sin abandonar el sindicato.

Pero esa situación de equilibrio y prosperidad que disfruta Suecia es debida a la pujanza del movimiento obrero, que ha logrado formidables realizaciones socialistas dentro de la libertad y de la más escrupulosa democracia, y han transformado un país pobre y atrasado. En la lucha por la emancipación obrera, Suecia no ha sido una excepción ni un caso privilegiado. Los patronos no han sido mejores ni los obreros más prudentes que en otros países. En Suecia, como en todas partes, la historia de la clase obrera está jalonada de luchas, decepciones y victorias. Allí como en otros países, la patronal ha sido una casta combativa y las conquistas obreras han sido arrancadas tras duras luchas. Basta recordar que Suecia fue teatro de uno de los conflictos obreros más violentos que registra la historia europea en la primera década de este siglo. En 1903, un « lock-out » patronal desencade-

(Pasa a la página 2)

EL CASO CHECOSLOVACO

- III -

De la respuesta a los cinco
al acuerdo de Bratislava

Por Ildelfonso Torregrosa

En su carta de respuesta a la de los cinco partidos «hermanos», el Partido comunista checoslovaco justificaba no haber asistido a la reunión de Varsovia por no haberse tenido en cuenta su criterio al respecto. Y recordaba que no era opuesto a reuniones plenarias, pero seguía entendiendo que éstas, para ser fructuosas, debían ir precedidas de conversaciones bilaterales.

Hacia constar que el Partido checoslovaco, en su reunión de mayo, había examinado la eventualidad de que elementos hostiles al socialismo pudieran aprovecharse del movimiento de democratización en curso para intentar orientarlo por derroteros contrarios a los fines perseguidos por el Partido y por el Gobierno. Pero agregaba : « Mas no vemos ninguna razón real que permita

calificar de contrarrevolucionaria la situación actual de nuestro país ; de afirmar que estén amenazadas las bases del sistema socialista. »

Condenando los métodos practicados por la antigua dirección del Partido, que habían llevado a la desaparición de la democracia en el interior de la organización y a provocar una situación catastrófica en el país, los nuevos dirigentes proclamaban : « En la actualidad importa particular-

mente que el Partido practique una política que le permita merecer plenamente su papel de director en nuestra sociedad. El Partido comunista se apoya en el sostén voluntario del pueblo. Su labor directora no la realiza por el hecho de reinar sobre la sociedad, sino más bien por el hecho de servir abnegadamente su evolución socialista progresiva y libre. No puede adquirir su autoridad por la fuerza, sino por sus actos. »

Los nuevos dirigentes indicaban que no ignoraban las dificultades del proceso de democratización, pero que no había otro camino. Toda idea de retornar al pasado provocaría no sólo la resistencia de la inmensa mayoría de los miembros del partido, sino también del pueblo en general. Y

(Pasa a la página 2)

En nuestro próximo número publicaremos el final del artículo de Rodolfo Llopis, cuya primera parte se publicó en el número anterior.

(Viene de la página 1.)

lamentaba que los firmantes de la carta de los cinco no hubiesen tenido en cuenta la situación compleja propia del proceso que se estaba desarrollando en Checoslovaquia; una situación que el Partido comunista controlaba debidamente, basándose en su papel de Partido dirigente del país, papel « ganado históricamente » y confirmado recientemente por todas las organizaciones integrantes del Frente Nacional. « El Partido comunista de Checoslovaquia se esfuerza en demostrar que es capaz de ejercer la dirección política sin recurrir a métodos burocráticos y policíacos. »

En cuanto a la afirmación hecha por los cinco reunidos en Varsovia, según la cual « se habían elevado voces en Checoslovaquia para la revisión de nuestra política común y coordinada respecto a la Alemania Federal, a pesar de que su Gobierno continúe la política hostil a los intereses de nuestra seguridad », los nuevos dirigentes recordaban que la política extranjera checoslovaca seguía basándose en la más firme alianza con la Unión Soviética y con los otros países socialistas; que todos los actos del Partido y del Gobierno así lo confirmaban y que esto es lo que debía contar, a la hora de examinar la situación checoslovaca por los cinco, « y no las voces irresponsables de ciertos individuos elevadas en nuestro país. »

Y aprovechaban la ocasión para manifestar que, aun siendo vecino directo, Checoslovaquia había sido el último, entre los países socialistas, en dar ciertos pasos tendentes a la adaptación parcial de las relaciones económicas con la Alemania Federal; que los demás lo habían hecho antes que ella, sin haber suscitado por ello sospechas ni temores.

Y todavía insistían en sus seguridades: « Teniendo en cuenta las amargas experiencias históricas de nuestras naciones con el imperialismo y el militarismo alemanes, es inimaginable que un Gobierno checoslovaco, cualquiera que fuera, puede ignorar esos hechos y aventurar a la ligera el destino de nuestro país. Y aún menos un Gobierno socialista. »

Recordando que la celebración próxima de las entrevistas bilaterales propuestas por el Partido comunista checoslovaco permitirían organizar, en forma conveniente, una reunión plenaria de todos los signatarios del Pacto de Varsovia, los nuevos dirigentes declaraban que continuaban considerando siempre válido el principio expresado en la declaración del Gobierno soviético, de 30 de octubre de 1956, que decía: « Los países de la gran comunidad de naciones socialistas, unidos por los ideales comunes de edificación de la sociedad socialista y por los principios del internacionalismo proletario, pueden establecer relaciones mutuas únicamente sobre la base de la plena igualdad de derechos, del respeto de la integridad territorial, de la independencia, de la soberanía nacional, de la no ingerencia mutua en los asuntos interiores. »

Y agregaban: « Estos principios, como es sabido, fueron confirmados y adoptados por la Conferencia de representantes de partidos comunistas celebrada en Moscú, en noviembre de 1957. »

Ahora bien; pese a los buenos deseos de colaboración expresados por el Partido comunista checoslovaco, la respuesta de Praga no halla el menor eco comprensivo en ninguno de sus destinatarios. Al contrario, la crisis se agrava. La prensa de los Cinco, como respondiendo a una consigna, alimenta la tensión. La « Pravda », de Moscú, y « Rabotnitschesko Delo », de Sofía, martillean día

De la respuesta a los cinco al acuerdo de Bratislava

Por Ildefonso Torregrosa

tras día el socorrido tema de la contrarrevolución. El órgano oficial de Alemania del Este, «Neues Deutschland », no se limita ya a disparar de modo abstracto o indirecto, sino que orienta sus baterías contra los propios dirigentes checoslovacos, deplorando que éstos « no quieran reconocer el aumento de peligro debido a la actividad de las fuerzas revisionistas y contrarrevolucionarias ». Y « Trybuna Ludu », el órgano del Partido polaco, todavía irá más lejos en sus afirmaciones pérfidas contra Praga, al declarar que, tanto en los medios dirigentes del Partido como del Gobierno, han aparecido tendencias que pueden conducir a la revisión de los principios básicos de la política internacional socialista. »

Solo la prensa húngara pone cierta moderación en sus críticas. Diríase que, en el fondo, los comunistas húngaros simpatizan con la actitud de los checoslovacos, pero que no tienen más remedio que sumarse a la cruzada contra ellos, si no quieren aparecer como cómplices ante Moscú. Y « Nepszabadsag », órgano oficial del Partido, se preocupa de la amenaza que pesa sobre los checoslovacos en las alturas del Kremlin, al aconsejarles cordialmente: « Camaradas: evitad todo cuanto conduja a la contrarrevolución abierta en Hungría. »

Hay un hecho que hace todavía más inquietante la situación para los checoslovacos: la presencia en el país, desde el 21 de junio, de las tropas soviéticas y polacas venidas para efectuar unas maniobras; tropas que, a pesar de haber terminado sus ejercicios el 30 de dicho mes, permanecen en Checoslovaquia y no tienen trazas de querer abando-

nar su suelo. Por lo menos, no dan fecha para ello.

Las perspectivas no pueden ser más sombrías. Comprendiéndolo también así, los comunistas italianos y franceses tratan de interponerse para evitar que la crisis desembogue en una intervención armada. Al mismo tiempo, quisieran descartar la idea de que los checoslovacos puedan ser forzados a comparecer solos ante los otros cinco signatarios del Pacto de Varsovia, dada la actitud durísima que éstos vienen manteniendo. Y, a tal objeto, los franceses proponen una reunión de todos los partidos comunistas europeos. Pero, tras desplazarse Waldeck Rochet a Moscú y a Praga, los franceses retiraron su propuesta. Ignoramos la causa de esto, pero suponemos que lo haya motivado el haberse podido informar de que se estaba negociando una entrevista bilateral entre soviéticos y checoslovacos, y que la negociación iba por buen camino.

Que iba por buen camino es acaso exagerar la nota. Porque, si ambas partes parecían estar ya de acuerdo en la necesidad de celebrar dicha entrevista, la verdad es que estaban entregadas a un rudo forcejeo. No en cuanto al lugar de su celebración — que los rusos, a regañadientes, habían terminado por conceder que fuese en territorio checoslovaco —, sino en cuanto a la composición de las respectivas delegaciones. Aquí los soviéticos se mostraron intrasigentes. Proponían — y obtuvieron — que la delegación checoslovaca comprendiera la totalidad de los miembros del presidium, equivalente del buró político soviético. Los rusos sabían que cerca de la mitad de los miem-

bros del presidium eran prosoviéticos, y esperaban imponerse así fácilmente a una delegación tan minada.

Y tiene lugar, en fin, la reunión bilateral en Cierna, cerca de la frontera de Ucrania, hacia donde ha convergido parte de las tropas rusas estacionadas en Checoslovaquia. Prevista no más que para veinticuatro horas, la reunión, iniciada el 29 de julio, se prolonga hasta el día 31. Esto inquieta sobremedura al pueblo checoslovaco, quien, consciente del peligro, arrecia en el apoyo unánime a Dubeek y a sus amigos.

En el breve y vago comunicado que se facilita al término de la reunión, se indica que ambas delegaciones volverán a encontrarse el 3 de agosto. Pero esta vez en Bratislava y con asistencia de representantes de los partidos comunistas de Alemania del Este, de Polonia, de Hungría y de Bulgaria.

La población de Cierna — así como el pueblo checoslovaco, en general, a través de la televisión — ha podido ver que ambas delegaciones se separan entre besos y abrazos mutuos. Mas el laconismo del comunicado hace barruntar que el peligro subsiste, y que la reunión de Bratislava puede reservar sorpresas desagradables.

« ¿ Ha tenido que hacer concesiones importantes nuestra delegación? », se pregunta, impaciente, la opinión pública checoslovaca. Y el presidente Svoboda, apenas de regreso a Praga, se ve obligado a dirigirse al pueblo. Pero sus palabras, por lo ambiguas, en vez de calmar, acrecientan el desasosiego.

Y ha de intervenir, a su vez, el propio Dubeek: « Podéis estar plenamente satisfechos del resul-

tado y del espíritu de las conversaciones. Hemos mantenido las promesas que os habíamos hecho. Regresamos de Cierna con la misma convicción que nos llevó allí: continuar, sin el menor desvío, el camino emprendido desde enero último. » Y añadió que se iría a Bratislava con el mismo estado de ánimo.

La capital eslovaca ve llegar las cinco delegaciones, encabezadas por los respectivos Secretarios generales: Dubeek, Břejnev, Ulbricht, Gomulka, Jivkov y Kadar, mientras las tropas rusas abandonan el suelo checoslovaco. Esta vez, la reunión asombra por su brevedad. Lo que hace pensar que el trabajo ha sido preparado en las tres jornadas de Cierna, y que ahora sólo se trata de un mero gesto protocolario: asociar alemanes, polacos, búlgaros y húngaros a los acuerdos adoptados ya por checoslovacos y soviéticos.

Al cabo de un solo día, los reunidos se separan. Nuevamente, besos y abrazos. La extensa declaración común dada a la publicidad no contiene nada nuevo. Y sobre todo nada que pueda herir o intranquilizar al pueblo checoslovaco. Si bien es verdad que, como una reminiscencia de la desdichada carta de Varsovia, se habla de que « el sostén, la preservación y el refuerzo de las conquistas del socialismo constituyen la obligación internacional común de todos los países socialistas », no es menos cierto que se confirma la personalidad de cada uno de éstos, con sus particularidades propias, « sobre la base de los principios de igualdad de derechos, del respeto de la soberanía y de la independencia nacionales, de la integridad territorial. »

Nada se dice ahora en orden a esa « contrarrevolución » que los cinco habían denunciado antes en Varsovia, y que les había servido de caballo de batalla para provocar la crisis.

¿ Todo había sido, pues, una tempestad en un vaso de agua? La delegación checoslovaca regresa a Praga llena de optimismo. Dubeek asegura que las entrevistas de Cierna y de Bratislava han abierto las posibilidades necesarias para proseguir el proceso de renovación emprendido por el pueblo checoslovaco en un ambiente de confianza mutua. Y otro miembro de la delegación, Smrskovsky, presidente de la Asamblea nacional, exclama: « La vida va a poder reanudar, por fin, su curso normal. »

De retorno a Budapest, Kadar declara que, aun cuando subsisten ciertas divergencias entre los cinco y los checoslovacos, se va a dar de lado a las mismas « para concentrar nuestra atención en lo que nos une. »

En los círculos políticos y diplomáticos del mundo se tiene la impresión de que los soviéticos han dado marcha atrás forzosos por las circunstancias. De una parte, bajo la presión de la unanimidad nacional, la delegación checoslovaca apareció unida en Cierna; de otra, los Partidos comunistas occidentales han prodigado sus advertencias para que se respete la experiencia que se estaba desarrollando en Checoslovaquia.

La prensa internacional interpreta el resultado como una victoria de los checoslovacos, a quienes ha habido que terminar por concederles lo que pedían: el derecho a disponer de su propio destino histórico. Sólo una voz desentonada en el concierto optimista periodístico, y los hechos, desgraciadamente iban a darla la razón no más que escasos días después. Esta voz fue la del « Diario de Ginebra », quien proféticamente, advirtió: « Los checoslovacos harán bien en tener en cuenta que, para los soviéticos, la partida no ha terminado. »

Y, en efecto, ante la sorpresa de todo el mundo, los rusos volvían inmediatamente a Checoslovaquia. Pero esta vez no a negociar, sino como invasores.

¿ Qué pudo inducir a los gobernantes de la Unión Soviética a tan súbito e inesperado cambio de actitud?

De ello nos ocuparemos en el próximo artículo.

Gran victoria socialista en Suecia

(Viene de la página 1.)

no la « gran huelga ». Trecientos mil obreros, cifra muy considerable para aquella época, abandonaron el trabajo. Paralizaron toda la actividad económica del país durante varios meses. Una estadística de las huelgas y « lock-outs » mostraría que Suecia, por lo que se refiere a su historia social, no ha salido mejor librada que otros países.

La obra socialista ha dejado muy lejos en el tiempo la miseria de finales del siglo pasado y principios de éste, cuando más de un millón de suecos hubieron de emigrar acosados por el hambre a los Estados Unidos; el paro era endémico y los viejos trabajadores estaban condenados a terminar sus días en los asilos. Thorsson, de oficio zapatero y ex ministro socialista de Finanzas, de niño había sido vendido en subasta pública. Gustavo Möller, que fue ministro socialista y uno de los ejecutores de las grandes reformas, tiene escrito: « Los hombres de mi generación no han olvidado la Suecia de nuestra juventud, cuando los trabajadores vivían en régimen de semiesclavitud; la libertad era el privilegio de una pequeña minoría, la miseria se consideraba como un fenómeno natural de esencia divina y se nos repetía hasta la saciedad: Limitaos a creer en Dios y aprended a resignaros en este mundo. »

La Suecia socialista, la Suecia de hoy, no tiene evidentemente, ningún punto común con la Suecia de antes. Hjalmar Branting, Per Albin Hansson y Tage Erlander, son símbolos y líderes de las tres generaciones de socialistas que han hecho de Suecia lo que Suecia es hoy. Prácticamente

todos los asalariados están sindicados; de cada tres suecos, uno es cooperador; de cada ocho suecos, uno es militante del Partido Socialdemócrata; de cada dos suecos, uno vota a los socialistas. La fuerza del movimiento obrero sueco se manifiesta en otras organizaciones florecientes, tales como las Casas del Pueblo, dos sociedades de producción y distribución de películas cinematográficas; una agencia de viajes y organización de recreos (RESO), una casa editorial (Tiden), así como la de la Unión de Cooperativas (ABC); finalmente, un vasto movimiento de educación popular con sus bibliotecas, sus cursos de enseñanza y sus círculos de estudios.

Las reformas hechas desde el Gobierno son innumerables. Basta señalar unas cuantas: Seguridad Social que pone al abrigo a todos los suecos desde el nacimiento a la muerte contra los riesgos sociales. Pleno empleo. Subsidio a las madres solteras. Subsidio de alojamiento a las familias hasta el 70 por ciento del alquiler según el número de hijos. Disposiciones sobre el aborto legal y educación sexual. Enseñanza enteramente gratuita y obligatoria hasta los dieciséis años. Presalario a los estudiantes y extensión del sistema de becas. Estímulo al artesanado. Autonomía amplia financiera y administrativa de los municipios respecto al Estado. Semana de trabajo de 42 horas. Pensiones de vejez y pensión de retiro a los 67 años para todos los asalariados. Reajuste continuo de los salarios y superior a los aumentos del costo de vida, etcétera, etcétera. Todo ello ha hecho de Suecia el país de más alto nivel de vida de Europa.

El inmenso progreso social y

político, cultural y técnico de que goza Suecia, la paz social, que algunos comentaristas franquistas, agudos como punta de colchón, califican de floja o sosa y como llovizna del cielo, ha sido la gran conquista del movimiento obrero sueco durante muchos años de duras luchas y que mantienen y mejoran mesetadamente por la potencia de sus sindicatos y la acción gubernamental de los socialistas. Ni dones de la naturaleza ni milagros: acción, acción obrera y socialista.

Tage Erlander, Primer ministro, de 67 años de edad, ha declarado que seguramente se retirará antes de dos años, dando paso a un equipo más joven. Y preguntado por la política que iban a seguir después de tan brillante victoria, ha dicho que consagrarán todos sus esfuerzos a realizar una política económica que satisfaga los intereses de los asalariados. Ha destacado el mantenimiento del pleno empleo, la utilización de instrumentos de planificación eficaces y una influencia acrecentada del Estado en las actividades de las grandes empresas. Suecia, pues, tiene asegurada la construcción de la sociedad socialista en el respeto de la libertad.

El Partido Socialista Obrero Español ha enviado una cariñosa felicitación al Partido Socialdemócrata Sueco por su gran victoria del 15 de septiembre, de la que copiamos este párrafo: « Vuestro éxito en las circunstancias actuales, después del golpe de Praga y en el contexto internacional que vivimos, toma una significación especial. Vuestro éxito servirá de aliento a todas las fuerzas socialistas y a todos los demócratas del mundo. »

Comité de Redacción de LE SOCIALISTE:

Suzanne LACORDE
Jean PAUL-BONCOUR
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur: Roger SOUTHON

IMPRIMERIE SPECIALE
28-30, Rue Sainte
MARSEILLE 1er

Negocios sucios con los libros escolares

El Ministerio de Educación y Ciencia ha decidido seleccionar los libros que suministrará gratuitamente a los niños durante el próximo curso.

La selección de los libros escolares en cuestión ha sido confiada a un tribunal de supuestos especialistas en asuntos pedagógicos.

Los españoles estamos acostumbrados a ver nuestros gobernantes sacar provecho material de todo, hasta de la enseñanza.

Si por lo menos éstos fuesen buenos, el mal sería menor. Pero no es así. Parece ser que el Jurado ha seleccionado publicaciones « plagadas de errores materiales y pedagógicos ».

En resumidas cuentas, un escándalo más. La estafa metida en el seno de lo bello y de lo puro: la enseñanza.

Difícil, la campaña del S.U.T. este año

El servicio universitario del Trabajo se ha tenido que enfrentarse este año con unas dificultades desconocidas en años anteriores.

En Ponferrada las cosas se han puesto más feas, y la campaña 1968 del S.U.T. ha terminado mal.

ASÍ VA ESPAÑA

Puñalada de obispo

Declaraciones de monseñor Cirarda, nuevo obispo de Santander, publicadas en « El Correo de Andalucía »:

« ¿ Podría decirnos su experiencia más interesante tras estos ocho años de obispo auxiliar, en la diócesis de Sevilla ? »

« Sucle decirse que « España es diferente de otras naciones », pero yo estimo que también es diferente dentro de sí misma, de región a región.

« Mi experiencia principal ha consistido en el intento diario de hacerme andaluz con los andaluces. Con ello siento haberme enriquecido, sobre la base de lo que ya poseía, como hombre y como sacerdote. »

« A la hora de su partida, ¿ podría decirnos cuál ha sido el problema de esta zona de Sevilla-Jerez que más impresionado le deja... ? »

« El problema que encuentro más grave es el de la tremenda diferencia de clases existentes en Andalucía. Diferencia que distingo en tres planos marcados: a) Plano material, b) Plano cultural, y c) Plano religioso. »

« En el plano material existen graves diferencias, por la existencia de un reparto de riquezas muy lejos de poder llamarse justo, dada la acumulación de bienes existentes en manos de pocos. »

« En el plano religioso existe el fenómeno de grandes masas, que poseen una religiosidad heredada, pero anémica, por un casi imposible cultivo acabado, ya que se lo impiden su grave miseria material y cultural a que antes me he referido. »

« Consecuencia: a mi juicio, a la Iglesia en Andalucía le urge la promoción de una justicia social a toda escala, para que ella colabore decididamente en la desaparición de las tremendas diferencias sociales, culturales y religiosas existentes. »

« En lo material, Andalucía adolece gravemente por la acumulación de riqueza en manos de « unos pocos ». En lo cultural, por la « falta de lo más elemental a miles de niños y adultos en las zonas de Sevilla y Jerez ». Y en lo religioso, por la anemia que origina ambas miserias a la par. »

« Así ha dicho monseñor Cirarda antes de salir de su sede auxiliar del Arzobispado de Sevilla para ocupar en su ganado ascenso el nuevo puesto en Santander de obispo titular. »

« Lo dicho, empero, no es ninguna novedad. Ello se vio, se denunció por liberales y demócratas desde las Cortes de Cádiz. Siempre el Socialismo lo gritó, le expuso al país la solución, y durante la Segunda República se comenzó a reformar... »

« Las autoridades policíacas y sindicales de la región alegan para justificar esta actitud represiva que los estudiantes no van a los Campos de Trabajo para desarrollar acciones subversivas. Argumento ya conocido y siem-

pre tan estúpido. Porque el conflicto existía antes de llegar los estudiantes, y éstos han manifestado su solidaridad. Los campos de trabajo del S.U.T. han sido creados, si no recordamos mal, para promover la comprensión entre la ciudad y el campo, entre el intelectual y el manual. Para dar más eficacia a la campaña los estudiantes trabajan con los obreros. Entonces, si « los fi-

Lo bueno de lo que el obispo Girarda ha dicho del problema andaluz no es la excelente síntesis del triste y permanente celuloide rancio que hay bajo la Andalucía de pandereta. Lo mejor es que, como al decirlo en los días de abandonar su palacio de Jerez ha hecho muy mal, está muy bien. »

« El obispado auxiliar del arzobispo sevillano se creó y se designó a residir en Jerez allá en 1960. No fue idea vaticana, ni del tenebroso Plá y Deniel, ni del cardenal de Sevilla, ni para estudiar o intentar menguar la distancia de « unos pocos » y la grave miseria material y cultural de los más. Fue tenacidad triunfante del señoritismo de Jerez para que todo siguiera igual. Siempre la capa de un obispo español ha sido de la más encubridora calidad. Los señoritos de Jerez, lo consiguieron, pues. El dueño de la capa ha hablado, pero tras que la capa ya no los tapa. Si « el traidor no es necesario cuando la traición es hecha », aquí cabría añadir que cuando la traición es inmerecida por los señoritos de Jerez — sus dineros les costó la capa — además de inútil, ha sido una cochina. »

« Y en el plano humano — y según el criterio religioso de quien esto escribe, también en el plano del buen cristianismo — un obispo debe estar con el pueblo desde el primer día de su obispado; no al marcharse. »

« Cuando a Jerez llegó el obispo Girarda sólo poseía el nombramiento. Pero, inmediatamente, « niños de oro » más o menos fanáticos o farsantes, bodegueros abotagados de botas de alcohol, ricachones cortijeros especialistas en cuernos y garbanzos, devotas beatas de todos los complejos freudianos, algún intelectual al estilo de Arcos — nivel del « Blanco y Negro » — e incluso el Municipio — caciqueado a la sazón por el dedo corregidor del comandante García Figueras — aunaron sus copiosas aportaciones. »

« De aquel día al otro, se encontró, se compró un palacio, se reconstruyó de arriba abajo, se amuebló, alhajó, se le dotó de servidumbre, de dinero para vivir y de un clásico « Mercedes » de obispo español a la puerta. El mismísimo Jesucristo no habría ambicionado pasarlo mejor. »

« Acto seguido, este « obispo de Jerez » comenzó su dura y sufrida tarea de pastor. Palacios en la urbe, caserones en viñas y de-

hesas, lugares, reuniones y ceremonias sociales rivalizaron — el « mini-Jerez » estuvo « como nunca » — en recepciones, fiestas y banquetes. Es natural; los « pocos » que acumulan « los bienes existentes » en la localidad se pavoneaban de la conveniencia y provecho de también poseer para ellos solos a todo un obispo de Nuestra Santa Madre la Iglesia Católica. »

« ¿ Cómo, entonces, este obispo a la española iba a atacar a estas fieras ? Porque en este caso único de Jerez se da la circunstancia excepcional y agravante de que precisamente sean « panteras » los que le arrimaron pitaña al « humilde » pastor recién llegado. Por ello vale finalizar este trabajo con la descripción de unos de éstos y de sus cosas. »

« El Pantera » por antonomasia es en Jerez un Domecq, naturalmente. No sólo por su « facies leonina »; sobre todo por lo colmilludo de su situación millonaria, absolutismo, despotismo y desprecio de gentes. ¿ Parece exagerado ? »

« El Pantera » tuvo el honor de hablar con quien esto escribe y de ufanarse de « hacer » en su bólide y en su motora « fuera de borda » — Jerez, Puerto, Cádiz — en media hora. Esto costó atropellos múltiples. Ultimamente mató a un hombre. La provincia entera se indignó. ¿ Asesinato ? ¿ Cárcel ? Le quitaron el carnet de conducir. Por un mes. »

« Separado hace mucho de su mujer e hijos, tiene un maravilloso palacio del gótico al barroco andaluz, con cuarenta habitaciones y catorce criados. ¿ Para él solo ? Por supuesto que no; sería demasiado. Vive con él su concubina. Así que son tres. El concubinato es con dos hermanas. »

« Huelga añadir que las fiestas « a la romana » que en su casa se han dado en compañía de amigos, protegidos y serviles « niños » envilecidos hasta la médula se recordarán por mucho tiempo. Y sin duda, en la « evangélica » tarea de estos ocho años a cargo de monseñor Cirarda, a este « pantera » y a otras rutilantes bestias feroces en su dinero es a quienes hoy acusa el noble pastor al alejarse del cubil que le guareció. »

« Con este precedente — por otra parte, característico en las altas jerarquías de una Iglesia española que deserta del verdadero cristianismo hacia la más miserable y execrable herejía de servilismo al Capital — ya puede el buen pueblo santanderino hacerse a la idea de lo que su nuevo obispo — si este varapalo no lo endereza — se piensa ocupar de ellos. »

« Y el grupito de los otros « pocos » que también acumulan la riqueza en la Montaña, de un lado pueden estar tranquilos en que la complicidad residencial del nuevo obispo les garantiza su asentimiento. Y del otro, pueden procurar retenerlo el máximo a fin de evitar el puñalón de revés. »

Martín HUMANO

Seguimos con los militarotes

Hace poco, publicamos el autorretrato de un militarote, el general Carlos Iniesta Cano. He aquí otra de sus gestas:

Celebrados sus rebuznos como otros tantos triunfos retóricos, se le ha imbuido el cerebro con que también puede hacer conferencias y ante el estrado se ha ido a buscar los triunfos que le ha negado su « genio militar ».

Y el día 3 de septiembre se soltó una sobre el tema « Pueblo y Ejército » en el Círculo Mercantil de Vigo.

Tan fino fue en la exposición de sus lucubraciones, que veinticuatro personas abandonaron el local hartos de oírle decir sandeces. Semejante desatención a su persona no podía tolerarla quien está acostumbrado a que nadie se mueva hasta que él no grite « Rompan filas ». Resultado, que los veinticuatro jóvenes han sido multados con cinco mil pesetas como consecuencia « del ostensible menosprecio y vejámenes ».

Ante un espectáculo que no nos gusta, todo el mundo tiene derecho a cerrar el botón o a marcharse. Pero con un militarote de estos metido a conferenciante hay que irse con cuidado. Con razón decía el otro: « Cuesta poco militarizar a un civil, ¡pero hay que ver lo que cuesta civilizar a un militar! »

Un gato en la Naviera Bazán

Hace unos días leía en la prensa diaria unas manifestaciones hechas por el ex-patrón del yate Azor, actual ministro de marina, almirante Nieto Antunez. En ellas intentaba desmentir la posibilidad de crisis laboral en la Naviera Bazán, como sabemos, empresa afecta al catastrófico INI. Entre otros argumentos poco convincentes, esgrimía el que la referida entidad tenía pendiente por servir numerosos pedidos. En una palabra, daba a entender que trabajo para sus obreros lo había en abundancia. (Seguramente haría referencia al trabajo que tenemos los obreros españoles para sacar adelante nuestras familias con los exiguos jornales que percibimos, por obra y gracia de los 30 años de paz franquista).

Por otra nota de la empresa, aparecida al igual en la prensa, nos enteramos que la Bazán ha enviado una circular a todos sus empleados y obreros relativa a la jubilación voluntaria. ¿ Se trata de una reorganización de plantilla, algún contratiempo financiero o comercial? Lo ignoramos pero realmente, y con todas sus consecuencias, se trata de una profunda crisis laboral que afecta a varios centenares de sus asalariados. Otra burla a la dignidad de los de la Bazán y que nos afecta por igual al resto de trabajadores. »

Sin el beneplácito de la jerarquía vertical, me permito preguntar: ¿ Quiénes componen el privilegiado grupo de jubilados de categoría superior, compensados con el noventa por ciento del sueldo activo? »

La nota en cuestión lo silencia, pero seguro que su inmensa mayoría procede del escalafón de retirados voluntarios de cualquiera de los tres ejércitos. »

En cuanto a los parias, los del grupo inferior, después de muchos regateos, se les asigna una pensión correspondiente al 60 por 100 del sueldo activo. ¿ Cuánto sacrificio para E. N. Bazán representa esta concesión! Y de paso pueden darse por satisfechos, ya que « SE DA EL CASO DE QUE PEONES Y ESPECIALISTAS SALEN GANANDO MAS DE LO QUE GANABAN EN ACTIVO » (¿?). »

Lo que no se comprende es que pudiéndose marchar con unas ventajas tan importantes, la empresa tenga que recurrir a expresiones como: « Aquellos a quienes no convenga la oferta... Aquellos que reúnan las condiciones exigibles... ». Vamos que es un auténtico galimatías que deja suponer que hay más de un gato encerrado. »



★ Ningún problema humano ha sido resuelto.

PAVED TIGRID, en su libro « La primavera de Praga », reproduce un discurso que data de los tiempos de Novotny y que explica, ida y triste vuelta, la alegría de un pueblo en libertad, y la llegada de la censura con los blindados del Pacto de Varsovia. Su autor, un novelista poco conocido, Vaculik, comunista de origen proletario. Cuadro: El Congreso de la Unión de Escritores en 1967.

« Es indispensable comprender que en los últimos veinte años ningún problema humano ha sido resuelto en nuestro país; desde las necesidades elementales, como el alojamiento, las escuelas y la prosperidad económica, hasta las exigencias más hermosas de la vida que ningún sistema no democrático es capaz de contentar, como, por ejemplo, la impresión de tener un valor real y pleno en el cuadro social, la subordinación de las decisiones políticas a criterios éticos, el creer en el valor del trabajo, incluso subalterno, la necesidad de confianza entre los hombres, la educación de todo un pueblo... »

★ Cuando una nación cae en el miedo.

Continuamos:
« LAS REGLAS de la llamada democracia formal no dan tal vez nacimiento a un Gobierno extremadamente sólido, pero autorizan la convicción de que el próximo Gobierno pudiera ser mejor que el precedente. De esta manera, cuando el Gobierno cae, el ciudadano es siempre superviviente. En cambio, cuando el Gobierno queda en el poder para siempre, o por un largo período de tiempo, es el ciudadano quien desaparece. ¿Y dónde cae? No daré a nuestros enemigos el gusto de decir que es abatido por un pelotón de ejecución. Este destino es sólo reservado a algunas docenas o a algunas centenas de ciudadanos. No obstante, esto basta, ya que entonces es la nación entera la que cae en el miedo, la indiferencia política y la resignación cortés, las pequeñas preocupaciones de todos los días y los sueños mequinos... Yo creo que los ciudadanos han dejado de existir en nuestro país. »

En España fueron cientos de miles los ejecutados. Pero los españoles viven otra vez la gran pasión de la libertad.

★ Los N.K.V.D. han llegado.

DE UNA CRONICA de Josette Alia en « Le Nouvel Observateur »:

« ... Ya otra estrategia parece estar en curso de desarrollo. Los soviéticos han cambiado las cartas. Ahora no apuestan ya sobre la fuerza, sino sobre el miedo. La semana última un rumor ha recorrido Praga: "Los N. K. V. D. han llegado." La calle se ha cerrado en un instante, las bocas se han cerrado y hasta los labios de las estatuas del puente San Carlos han sido sellados por bandas de papel pegado. »

« Los N. K. V. D., con sus largos impermeables azules, sus pequeñas carteras negras, sus sombreros alemanes, han instalado el temor de una manera más segura que los tanques. Hemos llegado al comienzo de una larga noche, en la que se hundirá el prestigio de Svoboda y el de Dubcek, poco a poco roídos, rechazados de retroceso en retroceso hacia tracciones ineluctables? Los checos nos dicen que no. Dicen que prefieren la ocupación total y abierta. Que los límites han quedado definitivamente fijados, que Svoboda no será Petain. Y que, en caso de necesidad, Dubcek será Juan Huss, "ya que tal vez, por desgracia, sea ese nuestro destino". »

★ Política de tanques.

DEL COMENTARIO de Haro Tegglen en « Triunfo »:

« Tanques en Praga, tanques en Chicago. La semana pasada ha debido ser exaltante para quienes creen que la fuerza es una política. Los tanques pueden pasar en cualquier momento la frontera de Rumania. Johnson ha

ASÍ VA el mundo

SUECIA Y NUESTRO ADEFESIO

EN LA REALIDAD internacional en torno, cínica, dura, impasible, tenemos que practicar muchas mañanas la ducha fría y la implacable limpieza de las telarañas. Nuestra fuente, como nuestra cuna, es España, y está en España. Repetir que teníamos razón en 1931 y en 1936 es una verdad histórica, pero más un tema de tesis universitarias que norma de acción para el presente. También tenían razón los comunistas checos al querer un socialismo en la libertad y la razón de la fuerza ha llegado con los tanques. Grecia, Santo Domingo, tantos otros nombres recientes o inmediatos prueban que debemos ejercitarnos a mirar hacia España sin inquietarnos provisionalmente si la justicia está con nosotros, lo que nos será de menor ayuda que el apoyarnos sobre las fuerzas y tensiones que existen dentro hoy, y que desencadenarán una mañana hacia el que debemos insertar nuestra acción.

Nuestra legitimidad republicana ha pasado hace más de dos años esos treinta años que historiadores y sociólogos reconocen como el período de influencia de una generación. Nadie, ningún organismo internacional, ningún Gobierno, pueden imponer un cuadro jurídico que hizo saltar la militarada y la intervención extranjera a partir de unas jornadas de julio. Queda con nosotros el recuerdo ferviente de la lucha armada de todo un pueblo por sus libertades, de la larga represión que no consiguió exterminarlo, pero, hoy y mañana, sobre todo un futuro cargado de incógnitas. Habrá que apoyarse mañana sobre un pueblo español que en su mayoría no ha conocido la guerra o la arrastra como un ingrato recuerdo de infancia. El enemigo más cercano para los que vivimos fuera son esos círculos en que no se acepta hacer « tabla rasa del pasado », ese Café de París que describe tan cruelmente Juan Goytisolo en ese libro, tan poco novela, publicado en Méjico, « ñeñas de identidad », de tan dura lectura tras uno de sus lemas, de Quevedo: « Ayer se fue; mañana no ha llegado. »

Me gustaría que la emigración, más allá de la crítica, reuniera sus mejores hombres y escribiera, con imaginación creadora, con los pies hincados en tierra, un libro o folleto lleno de planes para el porvenir, capaces de proyectar más allá del franquismo un horizonte y una desembocadura a una España removida por las transformaciones industriales del siglo XX y encerrada en una estructura política arcaica que obliga a los españoles a vivir fuera del Estado con una vitalidad que he comprobado es magnífica. Un poco como los « Proyectos para Francia », menos de 150 páginas, claras y llenas de jugo, que acaba de publicar « Seuil » en su colección « Société ». « Fijando los objetivos de una primera etapa, dar al ideal socialista una imagen precisa y que no se pierden en las brumas de un porvenir lejano: dar al conjunto de la izquierda la ocasión de expresar y conjugar sus aspiraciones; permitir que la oposición adquiera una fuerza nueva, al mostrarse capaz de gobernar y rica de ideas precisas. »

La moda hoy en Europa corresponde a los libros polémicos, muchas veces rápidos, que corren cerca del acontecimiento, como una revista, casi como un diario. « Le reveil de la France » de J.J. Servan-Schreiber, tiene aún menos páginas que la obra citada arriba, es menos importante y menos densa, un poco a la imagen del hombre que viaja en torno a sí mismo, en España o fuera. Se trata de un estudio del Mayo-Junio de París, que nosotros tratamos de analizar en su día a través de sus consecuencias españolas, empezando por la conclusión de que las capas sociales están siempre mucho menos dormidas de lo que parece, cosa que he reforzado en España este verano. El capítulo final se titula: De España a Suecia. España aparece como el adefesio. La España oficial que nosotros tenemos naturalmente en horror, el franquismo, segunda encarnación en el siglo XX del cuartelazo que marca tan tristemente nuestro destino. Suecia, el país en que el nivel de vida es el más alto del mundo, gracias al socialismo democrático en buena parte, sirve de ejemplo.

Antes queremos repetir una afirmación que

hemos hecho varias veces: no tenemos nada contra el progreso técnico o el desarrollo del consumo. Preferimos que las mujeres españolas tengan máquinas de lavar sin llorar sobre el pintoresco de las lavanderas al borde del río. El auto, a pesar de lo mucho que tiene de condenable, no nos hace añorar las mulas torcidas y campanilleras. Después de la explosión demográfica que vivimos, sólo el dominio de la técnica puede salvar nuestras grandes aglomeraciones humanas y dar un sentido a nuestras vidas. La nostalgia del buen salvaje viviendo de los frutos de la naturaleza es tan imposible que la Unesco ha alzado un grito de alarma ante el peligro que el hombre empieza a representar para su medio natural, o biosfera. Queremos para España un porvenir de esfuerzos colectivos, de planes organizados a la vez, y en buen orden, por los computadores y por nuestros mejores hombres. Un porvenir de paz y sin violencia en toda la medida de las posibilidades y con toda la pasión de nuestra voluntad de que las cosas cambien. Pero el paréntesis es largo y amenaza con llevarnos lejos del adefesio franquista y el ejemplo sueco.

Volvamos a J. J. S.-S.: « El pesimismo fundamental sobre las sociedades como sobre los hombres es la filosofía propia del partido conservador de siempre. » De acuerdo. Las otras afirmaciones exigen de nosotros reflexión: « No es una casualidad que España, que es el país de Europa en el que las estructuras son más rígidas, y Suecia, aquel en el que reina más igualdad, más diálogo y participación, son, uno, España, el país menos desarrollado, y el otro, Suecia, el más desarrollado de toda la Europa industrial. » Añade que Francia anda más cerca de España que de Suecia. « No daremos más que tres cifras a guisa de ejemplo. Para el teléfono, por mil habitantes: Suecia (450), España (95), Francia (125). En cuanto a los televisores por mil habitantes: Suecia (300), España (90), Francia (150). Los Kw.-hora de energía por persona y por año: Suecia (5.500), España (1.000), Francia (2.000). »

« Entre el franquismo español y el socialismo sueco, entre el país de la policía soberana y el de los sindicatos más potentes del mundo, entre la nación de las criadas para el extranjero y la del premio Nobel, nos encontramos estar, Francia de 1968, más cerca del primero que del segundo. » Acotaremos que si los franceses quieren acercarse a Suecia, los españoles libres lo queremos tanto, y seguramente con más angustia y pasión, desde el fondo de nuestra larga desesperación.

En Suecia, en 1966, ningún salario era inferior a 167.000 pesetas anuales. Los grandes sueldos, a partir de 560.000 pesetas, tenían un impuesto del 50 por ciento. La fiscalidad es severa y prácticamente hace imposible el fraude. El capitalismo va siendo eliminado por los impuestos, la presencia sindical, la voluntad de justicia social. El jefe del Gobierno es pagado como un cuadro medio, ni más ni menos. En Suecia.

España ha salido del feudalismo por lo esencial, pero está aún en el vestíbulo de las sociedades industriales europeas, cargada de hipotecas financieras internacionales y de cargas políticas e históricas aún más abrumadoras. Nosotros debemos ser capaces de hacer un estudio crítico de sus posibilidades de desarrollo y convencer a los españoles que mañana seremos capaces de desarrollar lo que hay hoy y de acercarnos con libertad, con fuerza y alegría, a los grandes ejemplos de desarrollo económico en la justicia que se nos ofrecen en lo alto, del otro lado del cuolpio. Sin olvidar de que andamos a ras del suelo, pero con muchas ganas de impulsarnos hacia las alturas suecas, que serían tan maravillosas con nuestro sol, con nuestros mares, con nuestras tierras.

Cuando cierro estas notas, domingo, los suecos eligen un nuevo Parlamento, en el que, esperamos, nuestros compañeros encontrarán la posibilidad de continuar. Mientras los españoles seguimos con los procuradores, tan representativos como el Ceudillo de la voluntad nacional, que ya es decir.

A. B.

anunciado que hay rumores de una nueva invasión soviética en el Este; no ha dicho dónde, pero los rumores a que alude se refieren a la existencia de unas catorce divisiones del Pacto de Varsovia en torno a Rumania que ha precedido a Checoslovaquia en la busca de una "nueva vía" socialista, que rompió por su cuenta lazos importantes con la U.R.S.S. y que ha apoyado a Checoslovaquia Yugoslavia — la nación precursora — ha movilizó sus tropas Johnson ha dicho que sería un grave error contar con la pasividad de los Estados Unidos en estos conflictos. Es una frase para el consumo interior: el partido demócrata no puede dejar que el republicano

aproveche la ola antisoviética levantada en el país. Nixon ya no ha vuelto a hablar, como en los días de la Convención de su partido, de ir a Moscú. Nixon y Humphrey representan ahora una misma política. Este es el motivo de la decepción que ha llevado a las protestas airadas de Chicago, durante la Convención democrática, y a una represión extremadamente dura, que los correspondientes y los enviados especiales describen como una ocupación armada de la ciudad, la sistemática mecánica del bipartidismo, nacido de una misma fuente de poder — el capital, erigido en dominio político —, ha cerrado a los americanos todas las opciones. Votar por Nixon o votar por

Humphrey es un dilema sin sentido. Se trata de un asesinato de la democracia. El intento de asalto al edificio donde se celebraba la Convención democrática partía de la sensación de ese fraude. Los tanques lo amparaban. »

★ Las inversiones extranjeras en España.

A PESAR DE QUE se habla con cierta frecuencia de las inversiones extranjeras en España, no siempre se señala con claridad la verdadera entidad y significación de las mismas. Por eso es de suma utilidad dar a conocer los datos que sobre « los movimientos

de capital no monetarios » ha publicado recientemente « L'Observateur de l'OCDE » (número 35, agosto de 1968).

Según dicha publicación, España resulta ser, después de Canadá, el país que mayor volumen de inversiones extranjeras ha recibido en los tres últimos años y, de manera especial, en 1967, año en que se registró un 57 por ciento de aumento sobre el año anterior. Si además se tiene en cuenta la situación excepcional de Canadá de cara a los movimientos de capital americano, la posición española cobra aún mayor significación, constituyendo sin duda uno de los centros de atracción más importantes para el capital extranjero. El cuadro siguiente recoge los saldos de la partida de la balanza de pagos denominada « movimiento de capital no monetario en los tres primeros países de la O.C.D.E. (según la importancia de este saldo).

★ El dinero va a las empresas privadas.

INVERSIONES EXTRANJERAS

Movimiento de capital no monetario (en millones de dólares)

Países	1965	1966	1967	Total
Canadá ...	650	950	1.350	2.950
España ...	350	350	550	1.250
Grecia ...	250	275	175	700

¿ A dónde se dirige este fuerte volumen de inversiones extranjeras en España? En la mayoría de los casos, estas inversiones — en más de un 90 por ciento privadas — vienen a engrosar el capital de grandes empresas privadas nacionales e, incluso, el de ciertas empresas públicas que, por su parte, ya atraviesan un fuerte proceso de privatización.

★ Contra la renovación de la economía española.

DE ESTA FORMA, los grandes capitales extranjeros, lejos de nacer y fomentar con su entrada en el país el desarrollo de la productividad y la capacidad competitiva de las industrias y monopolios españoles, no hacen sino superponerse sobre la estructura industrial ya existente, caracterizada, como se sabe, a la vez, por un alto grado de monopolio y de minifundismo empresarial. Así, de ninguna forma se puede decir que la inversión extranjera introduzca un factor de racionalidad, puesto que en vez de crear nuevas empresas con técnicas y estructuras más modernas y similares a las de sus países de origen, que forzarían a las empresas españolas a renovarse, buscan la asociación con los viejos grupos empresariales ya existentes, contribuyendo, incluso, en algunos casos, a aumentar el caótico fraccionamiento de la producción de algunos sectores económicos.

Lío sobre el Plan de Desarrollo

El profesor don Amando Miguel ha dicho hace poco en la Rábida: « El Plan de Desarrollo no ha existido, ha sido simplemente psicológico », afirmando algo más lejos: « Difícilmente podía causar un proceso de desarrollo económico. Debido a la falta de estadísticas muchas de sus revisiones eran una realidad en el momento de su promulgación. »

Pero por su parte, el Presidente del Consejo Superior de Cámaras Oficiales de Industria Comercio y Navegación, don Epifanio Ridruejo, decía: « Más que crisis económica, hay crisis psicológica contra la que fundamentalmente hay que luchar. »

Por un lado el Plan « ha sido simplemente psicológico » Por otro « hay crisis psicológica » El resultado evidente y piadoso de ambas declaraciones unidas es que el Plan está en crisis. Aunque lo que pudiera decirse, en propiedad es que el Plan de Desarrollo es una verdadera M...

Juventudes Socialistas

Reunión de la I.U.S.Y. en Amsterdam

En Amsterdam, los días 25 y 26 de julio, se reunió la C. E. de la Internacional de la Juventud Socialista.

El orden del día era cargado en esta reunión, pero también el Buró de la IUSY como la C. E. estudiaron con prioridad el problema que trataba de las supuestas relaciones económicas y consecuencias políticas de la Internacional con la Agencia Central de Información Americana (C.I.A.).

Creo que después de lo que se habló, escribió y tergiversó en torno a esta cuestión es menester dejar las cosas claras.

Ya en el transcurso del año pasado, al estallar el problema de la C.I.A. —salpicando a no pocos organismos culturales, políticos y sindicales— se corrieron rumores de que la IUSY percibía fondos de manera indirecta de la C.I.A.

Nuestra Internacional salió al paso de acusaciones tan graves, con un comunicado de prensa, claro y concreto, en el cual quedaba dicho que la IUSY no había sido jamás hipotecada por la C.I.A. ni por cualquier otra agencia.

Además, no era secreto para nadie que conociese la vida orgánica y administrativa de la Internacional que:

- La IUSY percibía desde años unas ayudas económicas de una fundación privada llamada « Fundación por la juventud y los estudiantes ». La sede de esta Fundación está en Nueva York.
- Jamás este dinero ha sido entregado bajo condiciones políticas u otras.
- Los sucesivos Congresos de la IUSY han sido informados de estas ayudas y en ellos se los ha agradecido a esta Fundación.
- Los fondos así recibidos han sido empleados en cursillos de formación socialista, impresión del órgano de prensa de la Internacional y viajes internacionales con fines proselitistas.

A pesar de todo esto y en vista de los rumores cada vez más extendidos, a pesar de que esta Fundación americana no figuraba en la lista de los treinta organismos denunciados por la prensa comunista y que realmente parecían depender más o menos directamente de la C.I.A., a pesar de que jamás fueron presentadas las pruebas concretas que justificasen tales acusaciones el Buró de la IUSY acordó en junio de 1967, en Suecia, romper todo contacto con la famosa Fundación. La Comisión de Finanzas y de Control pidieron al Secretario General de la Internacional que recabara ayudas económicas en todos movimientos obreros y socialistas a fin de poder cumplir los acuerdos tomados en el último Congreso. (Celebración de cursillos internacionales, publicación de la revista de la IUSY, etc...)

En el mes de junio de este año,

un periódico noruego, primero, la prensa internacional, después, hicieron pública de nuevo la acusación aludida anteriormente. Esta vez, los detractores disponían de una prueba irrefutable, según ellos: una carta particular del Secretario General de la Internacional, Jan Håkkerup, dirigida al Presidente de la Comisión de Control de la IUSY. En dicho documento, en efecto, recopilado en los artículos acusadores, se daban a conocer las cantidades de dinero recibidas por la IUSY y empleo de las mismas, etc...

¿ Qué había ocurrido ?
¿ Cómo llegó a manos de la prensa una carta particular con datos privados e importantes ?

Jan Håkkerup, de regreso de América, donde había efectuado un viaje establecido en el programa de actividades de nuestra Internacional, había escrito una carta al Presidente de la Comisión de Control. En ella, el Secretario General de la IUSY reconocía que habiendo fracasado en su intento de recibir dinero en los medios socialistas y aprovechando que se encontraba en América, tomó contacto con los representantes de la Fundación para la Juventud y los Estudiantes.

Quedaba claro en la carta al Presidente de la Comisión de Control que las eventuales cantidades de dinero que se pudieran obtener seguirían como siempre otorgadas sin ninguna clase de condiciones.

Este párrafo de la carta no fue publicado por la prensa acusadora, naturalmente. Solo se explotó el hecho de que la Secretaría de la IUSY se había entrevistado con un representante de una Fundación americana para obtener una ayuda económica de fuentes tan dudosas como podía ser la C.I.A.

El Presidente de la Comisión de Control dejó en su despacho esta carta, que le fue robada y publicados sus capítulos más interesantes en el sentido de que podían crear una cierta confusión entre los lectores que desconocen la realidad del problema.

La resonancia alcanzada por este documento y sus falsas interpretaciones, hicieron que varias organizaciones adheridas a la Internacional —entre ellas la nuestra— pidieran informaciones concretas a la Secretaría de la Internacional.

El Buró de la IJS estudió esta situación y aceptó la dimisión

del compañero Jan Håkkerup. En efecto, este compañero, por no haber cumplido los acuerdos tomados en la reunión de Suecia el año anterior, creó una situación tan confusa como condenable. Tomando sus responsabilidades, Jan Håkkerup presentó su dimisión y ésta fue aprobada.

Dado este estado de cosas, la C.E. de la Internacional, tras oír todas las explicaciones del Buró y Secretaría de la IUSY, así como los informes de las comisiones de Finanzas y Control, acordó lo que seguidamente publicamos:

- 1.º Convocar un Congreso en breve plazo, cuando más tarde en febrero de 1969.
- 2.º Nombrar una Comisión organizadora para:
 - a) Pregarar el Congreso.
 - b) Asegurar la marcha administrativa de la IUSY.
 - c) Presentar propuestas para la reestructuración de la misma.

Esta Comisión estaría formada por las organizaciones siguientes: SSU, Suecia. — FGSJ, Italia. — SJO, Austria. — SJD, Alcones Rojos, de Alemania. — JSB, Jóvenes Socialistas Belgas, y dos representantes de organizaciones no europeas.

3.º Aumentar en un miembro efectivo la Comisión de Finanzas, siendo acordado que fuese éste un sueco. Esta Comisión deberá proponer al Congreso, tras estudio serio, proposiciones para solucionar el problema económico de la Internacional.

Con esta resolución, adoptada por mayoría absoluta, se cerró una larga y dura reunión de la C. E. de la IUSY. Se trataron otros puntos y se votaron algunas resoluciones, pero como dije al empezar, lo que predominó sobre lo demás fue el interés de todos los delegados en solucionar la situación creada y hacer frente a una maniobra de división intentada desde el exterior y de perturbación desde el interior. La IUSY supo hacer otra vez, en este caso, superar una crisis que parecía serie fatal, manteniendo ante todo y contra todo la unidad de sus miembros y haciendo frente a sus calumniadores.

Otra vez más ha fracasado el intento de división del movimiento socialista de parte —aunque parezca paradójico— de quienes propugnan la unidad... ¿ sea cual sea y como sea !

Manuel SIMON

Cartas a mi España

Píñitos y equilibrios

Yo, como tú y como todo el mundo, he escuchado el discurso de Pablo VI, que las ondas me han transmitido. Este discurso, como todos los eclesiásticos, va dirigido sobre todo a los fieles. Pero entre los fieles hay ricos y pobres, infinitamente más pobres que ricos, y es necesario por ello guardar un medido equilibrio entre ataques y concesiones. Este equilibrio ha sido guardado también en este discurso de Pablo VI. Si bien los ataques contra los ricos, contra los gobernantes al servicio de los ricos, contra la injusticia social, contra las desigualdades, contra la opresión, contra la inhumana explotación del hombre por el hombre, han sido acervos y duros, todos ellos han sido anulados con la siguiente concesión: « Pero debemos decir, que la violencia no es evangélica, no es cristiana, y que los cambios bruscos y violentos son engañosos, ineficaces en sí mismo y seguramente en desacuerdo con la dignidad del pueblo. »

Y he aquí que este párrafo, que tiene el valor que quiera dársele, ha sido acogido con el mayor júbilo y aplauso por los principales acusados —los ricos—, por su prensa, por sus servidores y por sus impuestos gobernantes. Durante días, la radio española ha repetido, machacona, cansada y soporífera el lema: El Papa condena la violencia y las revoluciones.

La prensa española, y la de todos los países donde el Gobierno estuvo impuesto por la violencia, el temor, la fuerza armada y la traición a las leyes juradas, la prensa de todos los países donde el Gobierno no es más que el producto de un golpe de fuerza: España, Portugal, Brasil, Argentina, Grecia, etc., destacaron en grandes títulos: S. S. el Papa condena la violencia y las revoluciones.

Sin embargo, en el mismo párrafo, Pablo VI dice lo siguiente:

« Esto exige que las transformaciones necesarias se realicen desde el interior por una justa toma de posiciones, una participación juiciosa y una participación efectiva de todos los que la ignorancia y las condiciones de vida, inhumana a veces, impiden la participación. » Ningún diario ha comentado este párrafo, continuación del anterior, que justifica en sí mismo la violencia si estas exigencias no son cumplidas. La participación efectiva de todos a las transformaciones necesarias

no es del agrado de los jaleadores, corifeos y sostenedores de los golpes de fuerza y de la violencia ejercida por los poderosos para impedir que los sometidos a unas condiciones de vida, a veces inhumanas, participen a la formación de gobiernos que den una solución justa, legal y humana a los problemas planteados en el mundo entero.

En el preparado escenario de Bogotá, en un ambiente folklórico, con vestidos regionales y exóticos, músicas y cantos populares, figuras carnavalescas y entrega de simbólicos regalos, estaban rendidos los traídos y llevados campesinos que venidos de todos los horizontes emaricanos servían de tela de fondo a la gigantesca y casi pagana manifestación religiosa. ¿ Quién tuvo la ocurrencia de poner delante de ellos la gigantesca pancarta: « La tierra debe pertenecer a los que la trabajan »? Seguramente uno de los que no trabajan la tierra, pero los campesinos no piensan ya en ser propietarios. Esta proposición no les seduce en absoluto. Lo que quieren los campesinos es que la vida en el campo se haga feliz y humana, que trabajar en el campo no esté sometido a la triple maldición de esclavitud, hambre y miseria, que el beneficio de su trabajo vaya directamente a ellos y no a la caja de terratenientes, intermediarios y agiotistas.

Los que montaron al gigantesco escenario donde había de celebrarse la manifestación religiosa del Campo Mosquera, escuchando el discurso de Pablo VI, oían con indiferencia las acervas censuras del Santo Padre contra un sistema social, un capitalismo de los que ellos formaban parte. Sabían que ello estaba dentro del programa trazado y que, al fin y al cabo, no tenían más remedio que aguantar, pero esperaban las concesiones después de los píñitos, los equilibrios debidos. Estas esperanzas no han sido defraudadas. La condena de la violencia y de la revolución será desde ahora la bandera de combate de la reacción. El peligro que amenaza siempre las digestiones de los poderosos, que llenaban sus noches con el insomnio y los negros presentimientos, está excomulgado. De ahora en adelante, el ala avanzada de la Iglesia católica que en América se había unido a los elementos revolucionarios del pueblo, está desautorizada. Se ha echado agua al fuego de las prédicas de Don Helder Cámara y sus seguidores. Cuando pasen unas semanas, no quedará nada de los acervos ataques contra la conducta de las clases dominantes y de las recomendaciones sobre la futura actuación de las mismas. La explotación inhumana del hombre por el hombre continuará siendo lícita y legal y aun cristiana. Mientras tanto, los problemas se agravarán, se harán insolubles y no tendrán otro denominador común que la acción de la revuelta y de la revolución.

En su ceguera egoísta olvidarán también estas advertencias que con carácter de amenaza les ha hecho Pablo VI: « No olvidad que algunas grandes crisis de la Historia hubieran podido tener orientaciones diferentes si unas reformas, indispensables, hubieran previsto a tiempo, con sacrificios valerosos, las revueltas explosivas de la desesperación. »

¿ Sacrificios? ¿ Quién se atreve a hablar de sacrificios? Lo que desean las clases poderosas, los corifeos, jaleadores y sostenedores de las dictaduras capitalistas, y aún de las que no se llaman capitalistas, es la continuación en el disfrute de sus usurpados privilegios. De sacrificios no puede hablarles no ya Pablo VI, sino ni el mismo Dios. Saludos socialistas.

SERENA

L'encyclique de recul

En publiant le 25 juillet dernier l'Encyclique « Humanae vitae », le Pape Paul VI a pris, sur le problème de la régulation des naissances une position dont la rigueur a provoqué quelque surprise. Elle semble traduire un recul considérable, dans l'esprit comme dans l'expression, par rapport à l'œuvre d'« aggiornamento » entreprise lors du Concile Vatican II.

Comment, en effet admettre que l'Eglise catholique s'oppose à l'emploi de procédés rendant impossible la procréation, alors que se pose, en termes dramatiques, le problème de la faim dans le monde et que, même dans les pays les plus développés, des maternités non voulues à l'heure où elles surviennent, n'aboutissent qu'à accroître des détrences et à provoquer des malheurs? Or, le choix du pape est clair: même si les hommes de science sont invités à « tirer davantage au clair les diverses conditions favorisant une saine régulation de la procréation humaine », l'appel pontifical aux pouvoirs publics pour qu'ils ne laissent pas « se dégrader la moralité des peuples » et aux médecins catholiques pour

qu'ils aient à cœur, « plus que tout intérêt humain, les exigences supérieures de leur vocation chrétienne », s'oppose fondamentalement à l'ouverture attendue.

par Roger Fajardie

C'est une conception bien pharisaïque de la morale qui vient d'être définie au Vatican. Car ce sont les aliénations engendrées par la misère, la dépendance et la guerre qui avilissent l'homme; ni la personnalité, ni la morale n'auraient à perdre à une définition sans ambiguïté d'un contrôle des naissances assurant la maternité heureuse qui, de surcroît, aurait le mérite de contribuer à assurer à la femme une dignité qui, dans les faits, lui est encore chichement mesurée.

Les réactions que cette Encyclique a provoquées ne sont pas près de s'estomper dans l'ensemble de l'opinion mondiale qui espère de la force spirituelle que représente l'Eglise catholique un

geste de progrès. Elles sont profondes même parmi ses propres fidèles dont beaucoup se trouvent placés dans la douloureuse alternative entre le respect des enseignements du magistère romain et celui de la sauvegarde d'un équilibre de vie.

Alors comment expliquer une décision qui va troubler des consciences sans les aider à trouver la paix et qui refuse toute ouverture sur les problèmes posés par la poussée démographique. Deux hypothèses peuvent être envisagées: la première c'est que les forces conservatrices longtemps maîtresses de la Curie romaine, gardent encore assez d'influence pour freiner le mouvement engagé; la seconde c'est que le pape ait eu scrupule, en dépit des évolutions modernes, de bousculer sur ce point la tradition catholique.

Il en résterait une troisième. C'est que l'« aggiornamento » n'ait été qu'une façade et que l'Eglise catholique reste profondément rétrograde. Mais l'ampleur des réactions de nombre de ses adeptes face à l'Encyclique « Humanae vitae » donne la mesure de la crise qu'elle aurait alors à affronter.

P.S.O.E.

BESANÇON

Ha celebrado asamblea general esta Sección, actuando de Presidente el compañero José Gadella y de Secretario el compañero P. N. Se tomó conocimiento de la correspondencia y de la Circular número 9 de la C. E. Se aprobó el movimiento de afiliados y se examinaron otros asuntos

C.



EL SINDICALISMO antes su destino

Congreso internacional de la I. T. F. celebrado en Wiesbaden

Del 28 de julio al 3 de agosto del año en curso, se ha celebrado en Wiesbaden (Alemania Federal) el XXIX Congreso de la I.T.F., la cual cumplirá 75 años de existencia en 1971.

El Secretario General adjunto de la C.I.O.S.L. Morris Paladino, censuró las dictaduras de Grecia y Portugal, haciendo extensiva su censura al régimen español y a las persecuciones que padecen los sindicalistas en España.

Ha sido elegido como Secretario General de la I.T.F. el compañero Charles Blyth, marino, de nacionalidad inglesa.

Se ha discutido ampliamente la reforma de los Estatutos de la I.T.F. El artículo XV, relativo a las cuotas, se acordó lo estudiase el Comité Ejecutivo.

El Reglamento del Congreso determina que cada delegado que pide la palabra se le conceden ocho minutos para hablar (debido a que el Congreso este año ha sido de menor duración y también por haber oradores que no tienen en cuenta el tiempo). En tan breve lapso saludó al Congreso en nombre de la U.G.T. y de los ferroviarios españoles, expresándonos nuestro agradecimiento por la solidaridad de la I.T.F., que nos ha permitido estar en su XXIX Congreso.

Después de cumplido este elemental deber de educación, expuso nuestra delegación varios de los problemas del ferrocarril español, a saber: los producidos por la propia transformación del camino de hierro, que llevan implícitos la supresión de personal; el cierre de estaciones de poco tráfico y también el de líneas de corto recorrido, de las que han desaparecido bastantes en los puntos cardinales de España. Está patente otro problema, es el de transformar el ancho de vía español al ancho europeo.

Los ferroviarios que tienen conocimientos de la función que desempeña el ferrocarril, están preocupados por los problemas del mismo, como acontece, además, con la Coordinación del transporte ferroviario con el de la carretera. Entendemos que la auténtica coordinación es la que sirve al bien común público, ocupando cada rama, la carretera y el camino de hierro su función. Como principio, las comunicaciones deben llegar a todos los pue-

blos de la nación; que allí donde no llegue el tren sea el automóvil el que haga el servicio de viajeros y de mercancías. La coordinación requiere que no haya duplicidad de servicios cuando el tráfico en general esté cubierto con uno, ya sea el carretero o el camino de hierro.

La coordinación nada tiene que ver con el predominio de la carretera sobre el ferrocarril o viceversa, sino la armonización de los dos medios de transporte a la necesidad nacional.

En España debe hacerse la coordinación desde los Ministerios de Obras Públicas y de Trabajo, pues a los dos afectos en primer lugar resolver el complejo problema: naturalmente, con la colaboración del ferrocarril, pero principalmente de la RENFE y también con la de los transportistas que constituyen grandes o pequeñas sociedades. Con los usuarios, representados por los ayuntamientos y en algunos casos por las diputaciones. Los sindicatos serán los representantes del personal del ferrocarril y de los del transporte por carretera general.

Por otra parte, la RENFE adelanta actualmente la jubilación del personal que le faltan pocos años para obtenerla. Hace poco ha publicado una Circular en la que da normas ventajosas al respecto; según las noticias que tenemos se acogen bastantes ferroviarios a las nuevas normas.

La transformación del camino de hierro lleva consigo su mejora, pero que unida a lo que sostiene un grupo de ferroviarios de disminuir el coeficiente de explotación, con objeto de hacerlo rentable, es de muy difícil solución. Pero lo importante en tan discutido asunto, en la redondez del planeta, es que, como sindicalistas tenemos el deber ineludible de ayudar a solucionar tan vasto problema, cuidando en cualquier momento de la propia vida del ferrocarril, como de los derechos de los ferroviarios en activo y de los jubilados. Solamente con la práctica constante de estos deberes expuestos, tanto profesionales como humanos, no sólo tendremos la colaboración necesaria de los ferroviarios, sino también la satisfacción del deber cumplido.

A. HERNANDEZ VIZCAINO
Por el Secretariado

Le courant réactionnaire aux Etats-Unis

A sept semaines des élections américaines, il existe bien des raisons d'être pessimiste sur leur issue. Le courant d'opposition à la guerre du Vietnam, si considérable soit-il, n'a pas trouvé son candidat dans les conventions de Miami ou de Chicago. Il est contrecarré par l'effet de choc qu'a produit l'agression russe en Tchécoslovaquie, dont nous avons dit aussitôt qu'elle constituait un superbe cadeau du Kremlin aux « faucons » du Pentagone et aux champions de l'anticommunisme. L'événement a fait entièrement le jeu de M. Nixon.

Enfin, et ceci semble échapper à beaucoup d'observateurs étrangers, il y a la pression croissante qu'exerce le troisième grand candidat, l'ex-gouverneur Wallace, non seulement dans les Etats du Sud mais encore dans toute la ceinture des Etats avoisinants.

Alors que l'assassinat de Robert Kennedy et la défaite du sénateur Eugène Mac Carthy ne laissent plus d'autre choix à toute une opinion démocratique radicale qu'entre M. Humphrey, otage des Johnsoniens et des candidats de contestation pure, qui effiloche l'électorat démocrate, George Wallace et son « third party » démontrent que le système bi-partisan n'est plus qu'une duperie pour les forces de gauche.

La pression de Wallace

A 49 ans, l'ancien gouverneur de l'Alabama, qui s'illustra tristement dans la résistance du Sud blanc aux lois fédérales de déségrégation raciale, est en pleine ascension. Les derniers sondages d'Harris et de Gallup, fin août, lui donnent 17 à 18 p. c. du corps électoral. Il paraît assuré d'emporter trois Etats du « deep South », l'Alabama, le Mississippi et la Géorgie, auxquels pourraient s'ajouter deux autres des Etats sudistes qui choisissent M. Goldwater en 1964 : la Louisiane et la Caroline du Sud. Mais il s'agit de beaucoup plus que d'une dissidence sudiste régionale, analogue à celle de 1948 qui n'empêcha pas l'élection de Truman. Fin août, M. Wallace était assuré de pouvoir se présenter dans 44 Etats sur 50, à la tête de son « American Independent Party ». L'argent afflue pour l'aider, on cite le chiffre de 15 millions de dollars. Des auditoires considérables se rassemblent pour l'écou-

ter : 13.000 personnes à Houston, au Texas.

Barry Goldwater, en 1964, obtenait, ne l'oublions pas, 27.175.000 voix, en tant que candidat républicain officiel, bien que conservateur « extrême » mais de style classique. Le style de Wallace, par contre, est nettement fascisant. Il touche la masse de la « middle class » américaine. Il dénonce les politiciens les combines, les gens de Washington, l'administration, les « communistes ». Sur le Vietnam, il évite d'aller à contre-courant : oui à la négociation, mais si elle échoue, il faut frapper beaucoup plus fort. Il se défend d'être « ra-

par Robert Falony

ciste » mais se fait applaudir en combattant les lois d'intégration raciale. Surtout, Wallace mène sa campagne sur le thème de l'ordre : le maintien de l'ordre face aux Noirs et le maintien de l'ordre face aux criminels...

Le langage est violent, haineux, démagogique, le style débraillé, à la portée de masses politiquement incultes. Georges Wallace, c'est un fascisme américain en marche.

La pression qu'il exerce porte surtout sur Nixon, qui dispute à Wallace, avec l'aide du sénateur d'extrême droite J. Strom Thurmond (qui joua un grand rôle à Miami) des Etats comme la Caroline du Sud. Mais elle porte aussi sur M. Humphrey, lequel doit se défendre au Texas, en Virginie, en Floride, dans l'Arkansas, tous Etats dont il a besoin pour remporter une majorité.

Qu'espère Wallace au reste ? Non pas bien sûr entrer à la Maison Blanche en 1968. Mais sa perspective est de mettre en échec à la fois M. Nixon et M. Humphrey, et de « négocier » ensuite ses mandats au collège des grands électeurs (l'élection présidentielle américaine, rappelons-le, est à deux degrés). Si l'impasse subsiste, c'est à la Chambre des Représentants de choisir le président des Etats-Unis. On voit quel rôle de premier plan M. Wallace pourrait être en mesure de jouer dès cette année...

M. Humphrey otage de Johnson

A l'opposé, un désastre n'est pas exclu pour M. Humphrey. Si le sénateur Mac Carthy décourage ses supporters enthousiastes qui veulent le faire descendre en lice à la tête d'un « quatrième parti », celui-ci existe déjà sous la forme de diverses associations radicales, qui font office de tampon entre le parti Démocrate et les groupements d'extrême-gauche. Mais il paraît être bien tard maintenant pour un regroupement sérieux. Il reste que l'électorat progressiste « avancé » échappe au parti Démocrate et que nombre de suffrages noirs se porteront sur des candidats de contestation globale.

Dans cette conjoncture, le président Johnson ne fait rien pour donner l'impression que M. Humphrey est autre chose que son otage, son prisonnier. Sur la campagne du candidat démocrate à la présidence, le correspondant du « Monde » à Washington, Alain Clément, porte ce jugement motivé :

« Les déclarations de M. Humphrey sont un véritable désastre. Elles nous ramènent à la situation de 1964, où M. Humphrey fut battu par M. Goldwater. M. Humphrey est un homme qui ne peut pas gagner. Il est un homme qui ne peut pas perdre. Il est un homme qui ne peut pas rester en lice. Il est un homme qui ne peut pas être président. Il est un homme qui ne peut pas être rien. Il est un homme qui ne peut pas être... »

(De « L'Opinion socialiste », publication clandestine de la Federación Socialista de Catalunya (P. S. O. E., septembre, 1968.)

« Il pourrait tout autant se dispenser de faire tous les deux jours une déclaration nébuleuse sur le Vietnam, destinée à faire croire à ceux des démocrates qui l'on renié à Chicago que sur le Vietnam, une fois élu, il se montrera plus roseau que chène... »

« Mais les sous-entendus qu'il accumule fébrilement sur le sujet ne lui valent aucune sympathie supplémentaire. Ils sont regardés comme autant de marques de son indécision, quand ils ne sentent pas carrément le double-jeu. A ce titre, il indispose M. Johnson, qui s'empresse de « rectifier » brutalement chaque pas de côté de son vice-président... »

Ainsi, les déclarations sur le Vietnam du président Johnson au congrès de l'American Legion ne pouvaient qu'embarrasser M. Humphrey, qui croyait pouvoir prédire le retour dans les six mois des premiers contingents U.S. du Vietnam. Mais quelles perspectives de paix cohérentes offre la Maison Blanche en s'obstinant à poursuivre les bombardements de toute une partie du Nord Vietnam ?

Secondaire si l'on veut, mais significative est aussi la divergence qui vient de se manifester entre M. Humphrey et M. Nixon au sujet du traité de non-prolifération nucléaire que boude présentement — après l'affaire tchécoslovaque — le Sénat U.S. Le premier continue de soutenir la ratification rapide du traité. Le second la juge inopportune dans les circonstances actuelles, et il a assurément adopté cette attitude, non par rapport au traité lui-même, mais pour servir de gage au sentiment de toute une opinion publique.

La guerre aux pauvres ?

Aussi, le parti démocrate se trouve réduit à la défensive. Quatre années d'administration Johnson, la faillite de la politique de guerre au Vietnam, à l'atmosphère d'émeute qui règne dans les grandes villes américaines, et enfin le coup de Tchécoslovaquie, tout cela conduit, face à des forces progressistes indécises, à créer les conditions d'un glissement à droite, voire d'une montée fasciste, lors des élections de novembre.

Paradoxalement, c'est peut-être la guerre du Vietnam, avec la lassitude qu'elle engendre, qui pourrait freiner ce glissement. C'est bien pourquoi M. Nixon (comme le général Eisenhower en 1952 avec la Corée) se présente comme l'homme du rétablissement de la paix.

Et cette paix peut être conclue sous une présidence républicaine. Mais il doit être clair pour le monde que la pression conjointe des Nixon et des Wallace ne présage rien de bon pour l'avenir de la démocratie aux Etats-Unis, et que son sens principal est le maintien de l'ordre capitaliste face aux masses noires et aux 35 millions de déshérités sociaux au sein de la « société d'abondance ».

La scandaleuse répression de Chicago, où la police du maire « démocrate » Richard Daley a fait preuve d'une brutalité incroyable, sous les yeux des délégués à la Convention démocrate et des « libéraux » horrifiés, constitue à cet égard un échantillon pour l'avenir. Des techniques de la guérilla, importées du Vietnam, des « forces spéciales » et des armes extraordinaires sont mises en place pour « briser » tout soulèvement social.

Ei le prochain Congrès U. S. est plus conservateur que l'actuel, et si toute la législation allant dans le sens de la justice sociale (si insuffisante soit-elle), se trouve enlisée, bloquée, dépassée, les illusions sur l'Amérique des « nouvelles frontières », et de la « grande société », se dissipent aussi cruellement que les illusions sur l'U.R.S.S. des successeurs de Staline.

TERRORISMO Por ROQUE

Uno de los últimos números del semanario « Ecclesia », publicó un editorial del que copiamos el siguiente párrafo : « El terrorismo como argumento o como prueba de fuerza debe ser desterrado radicalmente. Lo pide así la seguridad de todos, el bien del país... », etc., etc.

Es obvio que la gran mayoría de los españoles estamos de acuerdo con tales conceptos. De acuerdo, pues, señores de « Ecclesia » ; nosotros también somos enemigos de la violencia hecha escuela. Nosotros también amamos la paz en todos los niveles, el disfrute de los gozos del trabajo y de la familia. El terrorismo y el atentado personal contra los elementos más representativos de la sociedad capitalista y burguesa como sistema de lucha, fue una táctica anarquista ya superada por los propios anarquistas. Si en el norte de España y a cargo principalmente de hombres que profesan la fe católica, han resurgido tales métodos, piénsese que para ello deben existir poderosas razones.

Además, y cambiando de escenario, ¿quién se atreverá a calificar de terrorista al desertor griego que colocó una bomba al paso del usurpador Papadopoulos ? Ya se sabe que no hay efecto sin causa.

Somos pacifistas, si ; nadie más pacifista que los trabajadores de cualquier parte. Pero, ¿acaso es posible la paz en el orden interno de un país que padece un poder despótico y dictatorial ? ¿No tenemos los españoles que soportar continuamente la odiosa violencia de arbitrariedades sin cuento ? Luego, ¿quién provoca el terrorismo ? Más bien diríamos, ¿quién lo realiza a todas horas ? ¿Qué fue nuestra postguerra sino un Terror ante el que el mismísimo de Robespierre quedó en mantillas ?

Y hoy, a los treinta años, ¿qué es la Ley de Orden Público y el reciente decreto restableciendo la « Ley sobre Represión del Bandidaje y Terrorismo » ? ¿Qué es el procedimiento « legal » empleado con la revista « Destino » y el diario « Madrid » —pongamos por ejemplo—, sino auténtico terrorismo, ejercido desde el poder ?

Las mejores voluntades del país son anuladas por procedimientos drásticos, inverosímiles en un país civilizado ; pero sólo con tales métodos pueden realizarse nuevas singladuras los artifices del « Imperio hacia Dios », que contra viento y marea, siguen sentados en sus poltronas, olímpicamente indiferentes al parecer y al sentir del pueblo.

Días pasados, bajando el tono, como imponen las circunstancias, « El Noticiero Universal » publicó un artículo de Angel María de Lera sobre la violencia Para enriquecer nuestro pobre trabajo, queremos reproducir algún párrafo del mismo. Dice así el autor de « Las últimas banderas » :

« Es preciso, fundamentalmente, desarrollar una ética social que desestime el uso de la fuerza y de la coacción —externa e interna— como medio legítimo para imponer criterios y conductas, ideas o intereses. No existe antidoto más eficaz contra la violencia que la equidad y el respeto a la personalidad humana. Esto último sobre todo : respeto a la vida, a la libertad y a la dignidad del hombre, sean cuales sean su raza, creencias, cultura, profesión y economía. De lo contrario, todos los remedios que se arbitren serán simples parches, violencia contra violencia, drogas para poder dormir algunas noches tranquilos y nada más. Porque, ¿de qué sirve lamentar el asesinato de King o de Kennedy si admitimos las guerras como situaciones irreprochables de derecho ? Mientras la violencia social y económica existan, la reacción violenta de sus víctimas será irremediable e inútil cuantos aspavientos, lloriqueos, irrita-

Contra todos los imperialismos

En Méjico, suscrita a título personal por buen número de compatriotas de diversa significación política, entre los que se encuentran algunos compañeros nuestros, se ha hecho pública y difundido profusamente la siguiente declaración.

Sin otros títulos ni más autoridad que los que puedan derivar de nuestra lealtad al pueblo español en el trance más duro de su historia contemporánea, y la incesante defensa de su derecho a darse democráticamente el Gobierno que mejor le parezca, fidelidad que nos trajo a Méjico acogidos a su generoso asilo, protestamos con la mayor indignación por el incalificable atropello de que han hecho víctimas a Checoslovaquia los Gobiernos de la Unión Soviética y sus cómplices de Polonia, Alemania Oriental, Hungría y Bulgaria; manifestamos nuestra completa solidaridad con el pueblo checoslovaco; y exigimos la inmediata retirada de las tropas invasoras y el restablecimiento en Praga del legítimo Gobierno nacional, libre de toda coacción extranjera. Si la bestialidad del Reich hitleriano todavía no ha sido superada, si el imperialismo yanqui se ha hecho famoso por sus gigantescos recursos económicos y por el poder corruptor de su dinero, a los dictadores del Kremlin corresponde la palma del deshonor en el uso de la perfidia para atacar a pequeños pueblos indefensos; hoy Checoslovaquia, ayer Hungría, antes Estonia, Letonia y Lituania, sin olvidar la agresión a la culta y pacífica Finlandia. Por su inmediato verismo, el beso dado por Breznev al anciano presidente Svoboda en Bratislava puede muy bien sustituir como símbolo de traición al que Cristo recibió de Judas en el huerto de los olivos. Checoslovaquia, desde que —en éste de 1968 hace precisamente cincuenta años— proclamó su independencia nacional en tiempo del presidente Masaryk, de respetable memoria, nunca agredió a nadie ni mostró veleidades guerreras. En 1938 fue invadida por los ejércitos de Hitler tan brutalmente como ahora por los soviéticos, aunque no con igual alevosía, pues el Führer jamás se presentó como libertador de pueblos oprimidos y campeón de la causa socialista, que de ningún modo puede representar hoy la Unión Soviética.

El socialismo no es algo que se define de manera negativa; no consiste en la mera abolición del capitalismo burgués (camino que también puede conducir al capitalismo de Estado y aún al fascismo, con éste u otro nombre). Es muchísimo más, es dignidad humana, es luz y libertad, es respeto a la personalidad de hombres y naciones, es auténtico gobierno del pueblo, es limpia y cabal democracia, es verdadera igualdad de los ciudadanos, no sólo ante la ley, sino también de oportunidades efectivas, económicas, sociales y culturales, es acceso irrestricto al conocimiento de la verdad por todos los medios de información. Es lo que quiere el pueblo checoslovaco, uno de los más cultos, pacíficos y laboriosos del mundo; y lo que la clase gobernante de la Unión Soviética no le permite establecer por temor a que el ejemplo cunda por los demás países satélites y llegue al corazón de la propia Rusia.

Nada más lejos del socialismo que la dictadura de una minoría autocrática, dogmática, omnisciente e infalible, sobre la mayoría de la población; nada menos socialista que el gobierno de un puñado de hombres que deliberan en riguroso secreto y toman las más graves decisiones a espaldas

del pueblo a, que después presentan el hecho —no pocas veces crimen— consumado.

Frente a la intervención del Ejército de los Estados Unidos en Vietnam, miles de ciudadanos norteamericanos en las tribunas políticas, las universidades, la prensa y hasta en manifestaciones delante de la Casa Blanca, expresan su disconformidad con la actuación de ésta y su protesta por ella.

¿Cuántos estudiantes, maestros, escritores, artistas, obreros y campesinos de la Unión Soviética protestan hoy contra la bochornosa conducta de su Gobierno? No podemos creer que el pueblo ruso haya sido envilecido por el rutilismo al grado de aprobar conscientemente el aplastamiento de Checoslovaquia por el ejército rojo. Antes parece que la minoría en el poder, dueña absoluta de los medios de información, lo mantiene ignorante de los hechos, o que sabedor de las fechorías que ésta comete, no puede expresar su verdadero sentir.

La alevosa invasión de Checoslovaquia por el ejército ruso ha sido una agresión a la democracia universal, a la libertad humana y a cuantos la defendemos en cualquier lugar de la Tierra; y resulta una ayuda evidente a las fuerzas más reaccionarias del mundo. Los racistas y los grupos políticos más tenebrosos de los Estados Unidos han recibido inesperado, gratuito y valiosísimo material de propaganda para su campaña electoral. Los espadones iberoamericanos, Oliveira Salazar y el general Franco podrán alzar la voz de nuevo para proclamar que están salvando a sus pueblos de la invasión comunista, viejo y desacreditado pretexto al que los tanques rusos dan en Praga aparente validez.

Hoy está en juego el porvenir, y aún la existencia de la huma-

nidad, como no lo ha estado nunca. Es preciso abandonar todas las demás banderas y considerar solamente dos campos fundamentales: el de los que en toda circunstancia y lugar consideramos sagradas, como los más altos principios humanos, la libertad y la dignidad; y el de quienes, con cualesquiera pretextos o argumentos, defienden regímenes de violencia u opresión. No hay dictaduras salvadoras de ninguna clase, la Historia nos lo ha enseñado repetidamente. El terror lleva a la injusticia, a la mentira, a las tinieblas y al silencio o a la degradante sumisión. Contra todo ello han luchado siempre los pueblos de Iberia. Y en esta lucha, junto a nuestros hermanos de Iberoamérica y del mundo entero, con ánimo firme, seguimos en pie.

Pueblos de Checoslovaquia, ciudadanos de Bohemia, Moravia y Eslovaquia, los demócratas españoles (de todos los pueblos de España y de diversos credos y filiaciones políticas) acogidos a la liberal hospitalidad mejicana por haber defendido en su día otra causa justa y noble, como es hoy la vuestra, os enviamos en este momento aciago la expresión sincera de nuestra fraternal solidaridad.

¡Contra todos los imperialismos, todas las porras y todas las vilezas! ¡Por la libertad y la dignidad de todos los hombres y todos los pueblos!

conociendo bien el estado de sus respectivas industrias, las relaciones de éstas con el mercado internacional, los progresos que hayan hecho en otros países y todo lo que les permita intervenir con acierto en el desenvolvimiento de las mismas.»

Pablo IGLESIAS

LETRAS DE LUTO

En Gibraltar, donde residía refugiado desde el comienzo de la contienda española, ha muerto en avanzada edad el compañero Salvador Amaya, militante destacado de la Agrupación Socialista de La Línea de la Concepción (Cádiz).

Quiénes a nuestro paso por el Peñón, meses después de terminada nuestra tragedia, tuvimos el privilegio de conocerlo y tratarlo, pudimos apreciar la reciedumbre de su carácter, la bondad exquisita de sus sentimientos, su honradez inflexible y su amor y fidelidad a ideal socialista, el que consagró sin titubeos la mayor parte de su larga existencia.

Permaneció Amaya, con Manuel Serna y Fernando Prieto, recientemente también desaparecidos, a la generación de socialistas que solemos llamar « pablistas ». Parco en palabras, activo en la acción, honrado a carta cabal hasta el extremo de ser puntilloso en su conducta privada y pública, el compañero Amaya sirvió a las ideas socialistas, sin descanso, hasta la hora de su muerte. Aún tenemos cartas suyas, escritas ya con el pulso vacilante, pero llenas de fe en el porvenir del Socialismo en la patria española. El Partido y la Unión han perdido con él un esforzado campeón, un compañero ejemplar.

Era uno de los compañeros más veteranos del sur de Andalucía y la Agrupación linense le confirió cargos de representación popular en los que se distinguió por su capacidad, competencia y dotes organizadores.

Al sublevarse los fascistas se refugió en Gibraltar, donde realizó una gran labor de ayuda a la causa republicana, como también entre los millares de refugiados que pasaron por aquella plaza. Allí ha permanecido hasta su muerte, atormentado, aunque no lo demostraba, con la contempla-

ción diaria de su « Línea » y la imposibilidad de poner sus pies en ella.

Nuestros compañeros en Gibraltar le han erigido un modesto mausoleo como recuerdo material permanente a su memoria. Reciban ellos con estas líneas el testimonio de pesar de los compañeros de Londres y, muy especialmente, de quien compartió con ellos el privilegio de conocerlo y tratarlo a Salvador Amaya. N. M. C.

A mi regreso a casa, tras breve ausencia, encuentro en la correspondencia la esquela mortuoria por la que me entero que el día 14 de agosto falleció en Nancars nuestro amigo y compañero Julio Pastor.

Desde muy joven militante ugetista y socialista, albañil de oficio, Julio Pastor formó parte de la C. E. regional de Valencia del Sindicato de la Edificación. Fue fundador y militante activo de la Agrupación Socialista de Burjasot (Valencia) y fundador también de la Cooperativa socialista del mismo pueblo. Juntos fuimos concejales socialistas de aquel Ayuntamiento.

Y juntos salimos al destierro. Conoció los campos de concentración en Argelia y fue movilizado en las Compañías de trabajo en el desierto. Los sufrimientos y privaciones minaron su salud hasta a últimos oímos.

Hasta el último momento hemos mantenido con él continua correspondencia.

Con todo el dolor que nos produce la pérdida de tan bueno y querido compañero y paisano, mandamos en nombre de todos los compañeros valencianos nuestro pésame a su compañera Braulia y a sus hijos Carmen, Julio y Maruja con sus respectivas familias.

Julio Pastor tenía 68 años de edad. Fue enterrado el 18 de agosto. Descanse en paz tan querido compañero. E. Conejos.

Oposición al proyecto de transvase del Tajo al Segura

(Viene de la octava página.)

aguas residuales en caso de transvase. Los toledanos de la capital y de la provincia habrían de abstenerse de los baños veraniegos en el río.

OBSERVACIONES SOBRE LA INFORMACION PUBLICA

Murcia y su provincia se han pronunciado en favor del transvase como es lógico, ya que su región sería la beneficiaria. La oposición más fuerte ha partido de Toledo, Cáceres y Valencia. Lo que llama la atención es que Madrid —que con sus necesidades de abastecimiento para tres millones de habitantes y su gran volumen de aguas residuales crea problemas que sólo se pueden resolver con una utilización total y bien planeada de todos los recursos hidráulicos de la cuenca del Tajo en sus tramos altos y medio— parezca la ciudad menos interesada en el transvase y en los perjuicios que ocasionaría. Esta aparente indiferencia se debe a que el Gobierno actúa más directamente sobre los organismos locales y la prensa que en cualquier otra ciudad española. Además, sus necesidades inmediatas y tangibles están siempre aseguradas, aunque sea a costa del bienestar de las zonas limítrofes. Si la región perjudicada estuviera en la zona de influencia de otras poblaciones importantes, como Barcelona, Valencia, Sevilla o Zaragoza, un despojo de un caudal de agua de esta magnitud nunca podría consumarse, porque las fuerzas activas de estas poblaciones pondrían todo su peso en la defensa de sus recursos naturales. ¿Por qué ha de ocurrir todo de un modo diferente cuando las regiones perjudicadas están en la zona de influencia de Madrid?

El interés en este asunto debía-

ra haberse manifestado al menos en los centros culturales y económicos de la capital, que tienen la obligación de examinar con perspectivas de futuro las consecuencias de una transformación en la geografía peninsular de tanto monto como lo que propone el Ministerio de Obras Públicas. Las Escuelas Técnicas Superiores, las Facultades y centros de investigación que tienen que ver con la salud pública, la economía y las ciencias naturales debieran seguir el ejemplo dado por la Escuela de Bromatología, estudiando las consecuencias del transvase en los campos de su competencia. Lo mismo puede decirse de otros organismos económicos, incluso los sindicatos obreros. Es de suponer que todas estas instituciones y organismos no permanezcan indiferentes ante los problemas que plantearía el transvase si los propósitos de privar al Tajo de mil millones de metros cúbicos de agua por año siguen adelante.

Por lo que se deduce de la Información Pública, el Gobierno ha logrado dominar a los organismos locales de Madrid, Guadalajara y Cuenca que no han hecho ninguna oposición de fondo. No así a los de Cáceres y Toledo. En esta última población, el Ministerio de Obras Públicas ha procurado aminorar por todos los medios el malestar causado por el arteproyecto. A los toledanos no les ha sido fácil estar al tanto de lo que se planeaba ni expresar sus opiniones en la prensa, pero han tenido el privilegio de las visitas frecuentes del ministro y de sus principales consejeros. A Toledo fueron los ingenieros señores Martín Mendiluce y Pliego para « contestar preguntas » y en el « coloquio » que se celebró no lograron convencer a nadie, pero sí que los aplausos fueran para los que se opusieron al transvase. El abogado don Agus-

tin Conde recibió los más nutridos al decir que el transvase estaba mal planteado, que los caudales sobrantes anunciados en la prensa no correspondían al paso del Tajo por Toledo sino a la totalidad de la cuenca hasta Portugal y que se oponía al proyecto por perjudicar a Toledo.

Semanas después hubo otra explicación oficiosa ante los toledanos, ésta a cargo del ingeniero señor Torán, el cual manifestó que el proyecto es ampliamente conocido en el extranjero, cuando lo cierto es que hasta ahora se ha ocultado a las miradas del mundo técnico internacional. El señor Torán citó como ejemplo de esta clase de obras la de un canal que llevaría aguas desde Alaska hasta Arizona, como si fuera una obra empezada o en vías de realización, cuando nunca ha pasado de la categoría de un proyecto fantástico, como tantos otros que hay en el mundo. Dijo también que la desahumización es irrealizable, sin tener en cuenta que en todo el mundo, incluso en España en las Islas Canarias, se están llevando a cabo estudios y proyectos de esta clase. Se pronunció, por último, en favor de lo que se conoce en el Ministerio con el nombre de « cirugía hidráulica », que consiste en tajar, hender y perforar las divisorias de las cuencas fluviales para llevar el agua de unos lugares a otros. Este método, como cualquier otro procedimiento quirúrgico, suele ser más doloroso que otros tratamientos. Lo sería sobre todo aplicando la cirugía que implica el transvase, ya que se pretende hacer a cualquier costo, con olvido de otros recursos explotables y con notorio desprecio de los derechos de cada cuenca y de las gravísimas consecuencias ecológicas, económicas y políticas de esta profunda alteración de las condiciones naturales.

Ideologías... las del señor Royo

La portada de « Diario SP » del 1 de septiembre (número 414), a todo color, representa un tanque soviético aplastando la palabra Checoslovaquia. Por encima, un titular significativo: « La ideología del tanque ».

El señor Rodrigo Royo, director de « Diario SP », ha escrito muy recientemente en la misma publicación: « Yo no soy de derechas ni de izquierdas. Yo soy de Franco, de José Antonio Primo de Rivera y de José Antonio Girón. En cuarto lugar, soy del Che Guevara y creo que hay que empezar la guerrilla... ».

Nos permitiremos, pues, recordar al señor Royo, dos proposiciones de la ideología falangista, que dice es la suya: « Un país a quien repugna la violencia es un país de enucledos, de gente ilustrada, de carne de esclavo, de risión del fuerte... »; « sólo la fuerza absoluta puede lograr la unanimidad que se invoca ». Son palabras de Ramiro Ledesma Ramos escritas en « La conquista del Estado » (1931). También aconsejábamos a este señor la lectura de las « Obras completas » de José Antonio: « Pero no hay más dialéctica admisible que la dialéctica de los puños y de las pistolas cuando se ofende a la justicia o a la patria. ».

Ya sabemos o bien a qué resultados nos ha conducido ese tipo de dialéctica, cuando a Franco se le antojó que tenía que salvar la patria. Si el señor Royo es de Franco habrá meditado la profundidad de su ideología: la ideología de la bayoneta, la tortura y la cárcel. ¡ La del tanque !

Pero el director de « SP » lo arregla todo implicando al « Che » en su galería de maestros ideológicos. Esto podía habernos indignado. Pero, no. Sitúa el nivel intelectual del periodista. ¿ Qué tiene que ver el « Che » con Franco? También podía haber escrito el señor Royo que era de Franco, del « Che », de Johnson o del Real Madrid, cuando hay leña en el campo.

ABONNEMENTS

ou

REABONNEMENTS

au nom de :

Roger SOUTBON

12 Cité Malesherbes Paris-9

C. C. P. 18 585 08 - Paris

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous vous le rendons simplement, en freres vous rendre un peu des moyens que l'on vient honneusement de vous ravir
Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituíroslo, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar
Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

Oposición al proyecto de transvase del Tajo al Segura

En dos artículos anteriores (« Ibérica », Dic. 1967 y En. 1968) hemos señalado los defectos del proyecto de transvase del Tajo al Segura y los perjuicios que las obras propuestas causarían al país. Sobre todo a la región del Tajo. Lo que no preveíamos es que su anuncio tuviera una consecuencia favorable, cual ha sido la de despertar la conciencia ciudadana de los españoles y su deseo de intervenir en las decisiones públicas.

Las ciudades y pueblos de la cuenca del Tajo y de la región valenciana han seguido la Información Pública con un interés extraordinario, y sus hombres más responsables, tras de estudiar y discutir el proyecto, se han atrevido a impugnarlo. Las presentaciones oficiales de sociedades y corporaciones y algunos escritos enviados a la prensa contienen objeciones al transvase mucho más sólidas que los argumentos dados por el Ministerio en apoyo de la obra.

OBJECIONES AL PLANTEAMIENTO DEL PROYECTO

El Ateneo Mercantil de Valencia señala que la cuenca del Tajo, de la que se sustraerían mil millones de metros cúbicos anuales, y la del Júcar, con cuyas aguas se mezclarían las desviadas del Tajo, resultarían lesivamente afectadas, mientras que a la del Segura se le brindarían los beneficios de la obra. « Nos parece gravísimo —sobre el informe— haber sacado a la publicidad el anteproyecto sin haber contado de antemano con la libre, voluntaria y armónica aquiescencia de todas las partes interesadas ». La falta de dicha concordia puede dar lugar, y lo ha dado ya, a enfrentamientos de opiniones y apasionadas polémicas entre regiones hermanas, fomentándose desavenencias que no pueden ser queridas por la Administración del Estado.

La Diputación Provincial de Valencia afirma que el anteproyecto de transvase Tajo-Segura adolece de vicios de tramitación y documentación, entre ellos la falta de plano regable de la zona donde han de ser utilizadas las aguas de transvase y de la del informe agronómico de esas tierras.

En Toledo, la Cámara Oficial de Comercio informa que no se opondría a la disposición de los caudales sobrantes del Tajo en favor de otros hombres y otras tierras, pero que no hay estudios en que basar la determinación de esos sobrantes ni certeza de que existan. Respecto a la cuenca del Segura, creen los representantes de la Cámara que no se ha hecho el estudio completo para el conocimiento de sus aguas subterráneas. Piensan que los costos de alumbramiento de esas aguas serían notoriamente inferiores a los de transvase y que la inversión podría realizarse gradualmente, perfectamente coordinada con el acondicionamiento de los terrenos regables. Como prueba de que puede encontrarse agua en el subsuelo, citan que el sondeo efectuado para el estudio del túnel La Mancha-Talave, en Cañada de Molina, ha localizado un nivel superior de agua en la cota 690. También que los estudios llevados a cabo por la Diputación de Murcia, en modesta escala, descubrieron agua en cantidad suficiente para la transformación y mejora de las tierras. Estos estudios, resumidos en la Memoria del año 1963, ya han dado frutos, pues diez sondeos en Mazarrón proporcionaron un caudal de 445 litros por segundo, con lo cual se aprobó un plan para convertir en regadío 1.355 hectáreas de secano.

El Consejo Sindical de Toledo afirma que en la Memoria del anteproyecto se han incluido algunas aspiraciones de la provincia, pero sin garantía alguna ;

porque lo cierto es que sólo ha salido a información pública el acueducto Tajo-Segura y no el aprovechamiento conjunto de las dos cuencas de que se hablaba. A este respecto, dice la Cámara de Comercio, el anteproyecto representa, ante Toledo, una inversión total del planteamiento que siempre se le expuso « No se trata ya de que las aguas sobrantes de la cuenca del Tajo puedan derivarse hacia las férciles tierras del Segura, sino que se ofrece la posibilidad de expandir los aprovechamientos hidráulicos de la provincia con las aguas sobrantes del transvase. » Son demasiados, agrega, los aspectos que se abandonan a una ulterior resolución, para cuando la obra del transvase sea ya irreversible. Si la Dirección de Obras Públicas aprobó en febrero de 1968 el anteproyecto general del complejo Tajo-Segura, este anteproyecto debiera haber salido a información pública al mismo tiempo que el acueducto.

El economista y agricultor valenciano señor Burguera destaca una contradicción del anteproyecto. En un anexo del mismo, titulado « Nuevos regadíos de Toledo », su autor, el ingeniero Carrillo Vargas, afirma que los riegos de grandes extensiones requieren estudios técnicos, económicos y sociales que por su importancia y extensión exigen un

plazo mínimo de tres años. ¿Cómo es posible —pregunta el señor Burguera— que un proyecto de la magnitud del transvase de Tajo al Segura se cometa a información pública con base sólo en un anteproyecto de carácter meramente hidráulico ? En otro escrito afirma que mientras no se conozcan con exactitud las necesidades de la cuenca del Segura y sus recursos en agua subterrá-

realizar una especie de Escorial hidráulico, ¡ manos a la obra ! ¡ Quién sabe si cual nuevo acueducto segoviano de la era atómica, no va a ser amortizado con creces en el futuro, mediante las divisas que nos proporcionen los turistas !

En Cáceres, el rechazo del anteproyecto, rotundo, ha sido expresado por el Consejo Sindical de la provincia, el cual acordó que « no puede aceptar, en la forma que está concebido, el transvase de aguas del Tajo al Segura » y que « las circunstancias que en el anteproyecto concurren y la crítica situación de la provincia no permiten aceptar un sacrificio que no está plenamente justificado y que resulta a todas luces desproporcionado ».

CARESTIA DE LA OBRA

El coste del proyecto es totalmente desconocido. La Diputación Provincial de Valencia señala que según el propio proyecto, en la cifra de 6.500 millones de pesetas no se incluyen las inversiones necesarias para el aprovechamiento energético de los caudales y desnieves disponibles, las obras de modulación, conducción y distribución de la cuenca del Segura, etc. La obra tiene bastantes incógnitas y todo induce a pensar que los futuros usuarios

Por
Manuel
Díaz Marta

nea, la decisión de llevar a cabo el transvase podrá obedecer a cualquier motivo pero no al de ser la alternativa más conveniente para el país en general y para el sureste en particular. « Podrá argumentarse, como se ha hecho, que va a ser la obra más ambiciosa del régimen. Podrá presentarse como una de las realizaciones más atrevidas del siglo, etcétera, etcétera. Si se trata de

LOS PRECIOS

En el actual régimen de producción, el intercambio no se hace de manera directa, no se cambia una mercancía por otra: las mercancías se compran y se venden, su valor de cambio se expresa en dinero o precio. Mas el dinero o precio no se impone artificialmente al intercambio. En la primera fase del intercambio, se produce éste por el cambio casual de los valores de uso; pero después ya se cambia por toda una serie de mercancías. La mercancía deja de tener un equivalente casual y puede cambiarse por otras muchas. Aparece esta segunda parte del intercambio cuando se presenta en el mercado una mercancía deseada por todos los vendedores. Los productores de mercancías no crean este medio general de cambio, el equivalente general de todas las demás mercancías, de una manera consciente; es un proceso natural de un producto, que empezó como los otros, con su utilidad y valor propios distinguiéndose por la frecuencia de las transacciones y entonces aparece el dinero o precio representado por esa mercancía. En ese momento, todas las mercancías tienen la forma relativa del valor y sólo una, el dinero o precio, presenta la forma de equivalente. Este papel suele representarse por los metales preciosos. El oro, principal metal precioso, viene a jugar el papel del dinero o moneda. A este respecto, escribe Marx en « El Capital » : « La forma de equivalente general corresponde sucesiva y pasajeramente a ésta o a aquella mercancía. Pero, al progresar el intercambio de mercancías, se adhieren sucesivamente a ella o a aquellas clases de mercancías o cristaliza en la forma dinero. En un principio, es el azar el que determina la clase de mercancías elegidas. Hay, sin embargo, dos circunstancias que son las que en general deciden. La forma dinero se imprime, bien a los productos

más importantes de intercambio de fuera, que no son en realidad más que formas naturales de manifestarse el valor de cambio de los productos de dentro, o bien a aquel objeto de uso que forma el elemento principal de la propiedad interior enajenable, por ejemplo, el ganado.

La forma dinero, equivalente general y exclusivo, hace que todas las mercancías expresen sus valores en oro. Tan pronto como el oro se erige en equiva-

Por César Barona

lente general y la forma general del valor se convierte en la forma dinero, el oro pasa a ser el valor de cambio de todas las mercancías. Pero este valor de cambio ya no se llama valor de cambio, se llama precio. El precio es, en consecuencia, el valor de cambio oro de las mercancías, o lo que es lo mismo, el valor de las mercancías expresado en dinero. La nota común que sirve de base al intercambio es el valor, tiempo de trabajo necesario para la producción de mercancías. El dinero, o el oro, tiene el valor que le da el tiempo de trabajo invertido para su obtención y elaboración.

Las mercancías no se venden o cambian siempre por su valor; pero éste es la esencia íntima, la sustancia del precio; cuando la intensidad productiva del trabajo crece y, en consecuencia, para hacer un producto se emplean menos tiempo, el precio del mismo disminuye. El precio de las mercancías varía también al variar el del oro: si éste baja, el valor de las mercancías se expresará en una cantidad de oro mayor, y los precios suben; bajando los precios, por el contrario, si el valor del oro aumenta. Por otra parte, si de una mercan-

cia se produce más que pide la demanda, el precio disminuirá por debajo de su valor y el fabricante no podrá ya realizar con el precio el valor de sus productos. A fuerza de arruinarse muchos fabricantes, terminarán por fabricarse menos mercancías de las pedidas, y entonces los precios volverán a subir. En el caso contrario, es decir, si una mercancía tiene más demanda que oferta, los fabricantes, al subir los precios obtendrán más valor que trabajo encierra; pero ello hará que se amplíe la producción hasta que la oferta sea superior a la demanda, con lo cual los precios volverán a bajar. Las fluctuaciones de la oferta y de la demanda hacen fluctuar los precios en torno a su valor.

En definitiva, los precios son el valor de los productos expresado en el valor del oro o de otro metal precioso referido al primero.

Finalmente, los precios, su nivel, dependen de las mercancías, del precio de esta última si la moneda es el papel o los billetes, lo que se llaman signos monetarios, entonces los precios son función de la cantidad de moneda en circulación, pues a mayor cantidad de papel circulante corresponde un aumento de los precios. A este propósito dice Marx en su « Crítica de la Economía Política » : « Mientras que la cantidad de oro en circulación depende del precio de las mercancías, el valor de los billetes de papel en circulación depende al contrario de su propia cantidad. »

En este terreno seguimos aplicando la teoría del valor por el trabajo. La moneda de papel, el billete de Banco, no es más que un intermediario de una masa de metales preciosos que tienen su valor. Y si ese valor se reparte en mayor cantidad de billetes, es evidente que cada billete tendrá menos valor y los precios subirán proporcionalmente.

del agua no pudieran pagar tales gastos y que la explotación agrícola proyectada pesara sobre la nación como operación no rentable. La Diputación concluye que « la renta nacional y la economía saldrían mejor libradas si se acometieran obras que representaran un menor coste y en cambio aseguraran una potenciación mejor de recursos y unos comprobados rendimientos ».

« El Economista », en su artículo del 6 de abril, supone que el avance de presupuesto de seis mil millones de pesetas se ha dado para animar más a los que ya están muy animados a hacer esta obra que sería « la obra del siglo », y afirma que « otro bombeo para aumentar el abastecimiento de Madrid, con sólo 40 kilómetros, dos acueductos y ningún túnel, de caudal mucho más modesto y parecida elevación, ha costado, según se dice, 2.400 millones de pesetas ». En los 260 kilómetros del Tajo-Segura se atravesarán unas zonas mucho menos conocidas y en buena parte (60 kilómetros) en túnel que constituyen siempre una sorpresa. El artículo recomienda que en estos momentos en que España se debate en dura crisis por culpa del « continuado trisfalismo », conviene que alguien dé un grito de atención.

Respecto al precio del agua en Murcia procedente del transvase, el señor Burguera dice en el diario « Madrid » que aunque la prensa dio en menos de quince días tres distintos y a cual más baratos (1,60, 1,50 y 1,36 pesetas el metro cúbico), lo cierto es que el anteproyecto no habla para nada de precios y duda mucho que nadie pueda calcular partiendo de su Memoria, el precio del agua transvasada en la zona de riego.

PERJUICIOS QUE OCASIONARIA EL TRANSVASE

El Consejo Sindical de Toledo cree que se reduciría la extensión del regadío planeado en la provincia. La Cámara de Comercio, señala, además de este perjuicio, otros que tienen que ver con la salubridad de la zona, la producción de energía eléctrica y el desarrollo económico.

Por razones de salubridad pública, el Colegio de Farmacéuticos de Toledo y la Escuela de Bromatología de la Universidad de Madrid se oponen al transvase. Basándose en la tesis doctoral de la señorita Clara Borrell, aseguran que el residuo mineral de las aguas del Tajo aumenta de tres a cuatro veces al mezclarse con ellas las del Jarama, que aportan las aguas residuales de Madrid cuyo caudal se estima en 150.000 metros cúbicos diarios. Creen que la reducción del caudal del Tajo en los estiajes, que es cuando más se precisa el agua para riegos, dejará una corriente escasa totalmente contaminada al no haber agua bastante para diluir las residuales de Madrid y de otras poblaciones importantes, como Aranjuez, Toledo y Talavera, que también vierten sus aguas al Tajo.

El señor Pinos, en un envío a la prensa, cita las opiniones del ingeniero israelita Josef Zimerman, autoridad en la materia, con respecto al uso de las aguas residuales : « Jamás deben regarse con aguas residuales depuradas las hortalizas para el consumo crudo. El boro contenido en los detergentes no sólo mata a los peces y otros organismos de agua dulce, sino que asimismo destruye las bacterias que causan la descomposición de los productos residuales del consumo humano. Cuando se acumula, resulta indestructible y no hay tratamiento capaz de eliminarlo. » Concluye que es ocioso señalar el peligro que pueden significar las

(Pasa a la página 7)